

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

**11 Laurier St., / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III**

Core 0B2/Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet SPICT - ARCHITECTES DE TECHNOLOGIE	
Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Date 2014-11-07
Client Reference No. - N° de référence du client 1000321237	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EL-634-28113	
File No. - N° de dossier 634el.47064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-12-01	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Durigan, Angela	Buyer Id - Id de l'acheteur 634el
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-5879 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

**Informatics Professional Services - EL Division/Services
professionnels en informatique - division EL**

4C2, Place du Portage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DEMANDE DE SOUMISSIONS

POUR LES CONTRATS CONCLUS DANS LE CADRE DE L'ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT (AMA) POUR DES SERVICES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE CENTRÉS SUR LES TÂCHES (SPICT)

POUR CINQ (5) ARCHITECTES DE TECHNOLOGIE - NIVEAU 3 REQUIS PAR

L'AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA (ASFC)

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission
- 2.4 Lois applicables
- 2.5 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions
- 2.6 Données volumétriques
- 2.7 Ancien fonctionnaire

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions
- 3.2 Section I : Soumission technique
- 3.3 Section II : Soumission financière
- 3.4 Section III : Attestations

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Évaluation technique
- 4.3 Évaluation financière
- 4.4 Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

- 5.1 Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat
- 5.2 Services professionnels - Ressources
- 5.3 Attestation de langue - anglais ou bilingue ou français Essentiel

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

- 6.1 Exigences relatives à la sécurité**
- 6.2 Capacité financière**

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 7.1 Exigences**
- 7.2 Autorisation de tâche**
- 7.3 Garantie des travaux minimum**
- 7.4 Clauses et conditions uniformisées**
- 7.5 Exigences relatives à la sécurité**
- 7.6 Durée du contrat**
- 7.7 Responsables**
- 7.8 Paiement**
- 7.9 Instructions relatives à la facturation**
- 7.10 Attestations**
- 7.11 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur**
- 7.12 Lois applicables**
- 7.13 Ordre de priorité des documents**
- 7.14 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)**
- 7.14 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)**
- 7.15 Exigences en matière d'assurances**
- 7.16 Limitation de la responsabilité - gestion de l'information ou technologie de l'information**
- 7.17 Entrepreneur - coentreprise**
- 7.18 Services professionnels - général**
- 7.19 Préservation des supports électroniques**
- 7.20 Déclarations et garanties**
- 7.21 Accès aux biens et aux installations du Canada**
- 7.22 Services de transition à la fin du contrat**
- 7.23 Responsabilités relatives au protocole d'identification**

Liste des annexes du contrat subséquent:

Annexe A Énoncé des travaux

Appendice A de l'annexe A - Formulaire d'autorisation de tâche (AT)

Appendice B de l'annexe A - Attestations à l'étape de l'autorisation de tâche

Appendice C de l'annexe A - Resources Assessment Criteria and Response Table

Appendice D de l'annexe A - Certifications at the TA stage

Annexe B Base de paiement

Annexe C Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)

Annexe D Critères d'évaluation des soumissions

Annexe E Barème de prix

Annexe F Formulaire de présentation des soumissions

Annexe G Programme des entrepreneur fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation

DEMANDE DE SOUMISSIONS

POUR LES CONTRATS CONCLUS DANS LE CADRE DE L'ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT (AMA) POUR DES SERVICES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE CENTRÉS SUR LES TÂCHES (SPICT)

POUR CINQ (5) ARCHITECTES DE TECHNOLOGIE - NIVEAU 3 REQUIS PAR

L'AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA (ASFC)

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

Dans le cadre du présent document, on énumère les modalités qui s'appliquent à l'invitation à soumissionner n° **47060-151237/A**. Le document comporte sept parties, en plus des annexes et des pièces jointes, comme suit :

Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;

Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions. On y précise qu'en présentant une soumission, le soumissionnaire s'engage à respecter les clauses et conditions énoncées dans toutes les parties de la demande de soumissions;

Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leurs soumissions;

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;

Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir;

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre;

Partie 7 Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux, la base de paiement, la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, les critères d'évaluation, le Barème de prix, le formulaire de présentation de la soumission et l'attestation programme des entrepreneur fédéraux pour l'équité en matière d'emploi.

1.2 Sommaire

- (a) La présente demande de soumissions est émise afin de satisfaire au besoin du l'Agence des services frontaliers du Canada (le « **client** ») pour des services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) dans le cadre de l'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA).
- (b) Elle vise l'attribution d'un contrat d'une année, assortis de deux options irrévocables d'une année chacune, qui permettent au Canada de prolonger la durée du contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Amd. No. - N° de la modif. 634eI47064-151237	Buyer ID - Id de l'acheteur 634eI
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237	File No. - N° du dossier 634eI47064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- (c) Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour plus de détails sur la vérification de sécurité du personnel et des organisations et les clauses du contrôle de sécurité, les soumissionnaires peuvent consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle de la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-eng.html>).
- (d) Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Chili (ALÉCC), de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI), de l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Pérou (ALÉCP), de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie (ALÉCCO), et de l'Accord de libre-échange Canada-Panama (ALECP).
- (e) Seuls les titulaires d'AMA pour les SPICT qui détiennent actuellement un AMA pour des SPICT pour le niveau 2 dans la région de la Capitale nationale dans le cadre de la série d'arrangements en matière d'approvisionnement (AT) EN578-055605/E peuvent soumissionner. L'arrangement en matière d'approvisionnement pour des SPICT EN578-055605/E est incorporé par renvoi et fait partie de la présente demande de soumissions, comme s'il y était formellement reproduit, et est assujéti aux conditions contenues dans la présente demande de soumissions. Les conditions en lettres majuscules qui ne sont pas définies dans la présente demande de soumissions ont le sens qui leur a été donné dans l'AMA pour les SPICT.
- (f) Les titulaires d'un AMA qui sont invités à soumissionner à titre de coentreprise doivent présenter une soumission à ce titre et ne doivent pas former une autre coentreprise pour soumissionner. Toute coentreprise doit déjà avoir été sélectionnée dans le cadre de l'AMA n° EN578-055605/E au moment de la clôture des soumissions pour pouvoir présenter une soumission.
- (k) Les catégories de personnel précisées ci-dessous sont requises sur demande, conformément à l'Annexe A de l'AA pour les SPICT :

CATÉGORIE DE PERSONNEL	NIVEAU DE COMPÉTENCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMATIF PAR RESSOURCE ET PAR ANNÉE (NOMBRE DE JOURS)	NOMBRE ESTIMATIF DE RESSOURCES REQUISES
Architecte de technologie (développeur de systèmes)	Niveau 3	240	3
Architecte de technologie (ingénieur de systèmes)	Niveau 3	240	1
Architecte de technologie (aligneur de plateformes)	Niveau 3	240	1

1.3 Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu sur les résultats de la demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception de l'avis les informant que leur soumission n'a pas été retenue. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- (b) Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.
- (c) Le document 2003 (2014-09-25), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante, avec le paragraphe 5(4) modifié en supprimant « soixante (60) jours » et insérant « 180 jours ». En cas de divergence entre les clauses de 2003 et ce document, les dispositions pertinentes de ce document prévalent.

Les sous-sections 4 et 5 de la section 01 du document 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, sont supprimées et remplacées par ce qui suit:

4 Les soumissionnaires constitués en personne morale ou qui forment une entreprise à propriétaire unique, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, ont déjà fourni la liste des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire, ou le nom du propriétaire, au moment de présenter un arrangement dans le cadre de la demande d'arrangement en matière d'approvisionnement (DAMA). Ces soumissionnaires doivent agir avec diligence dans la tenue à jour de cette liste en informant le Canada par écrit de tout changement survenant pendant la période de validité de la soumission, ainsi que pendant la période de tout contrat découlant de cette demande de soumissions.

5. Le Canada peut, à tout moment, demander à un soumissionnaire de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (*Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire* (PWGSC-TPSGC 229) pour toute personne susmentionnée, dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

2.2 Présentation des soumissions

- (a) Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans le coin supérieur droit à la page 1 de la demande de soumissions.
- (b) En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ou par courrier électronique à l'intention de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 5 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- (b) Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question, et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées. Les soumissionnaires doivent préciser sur le formulaire de présentation de la soumission, la province ou le territoire canadien de leur choix pour tout contrat subséquent.

2.5 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Si les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, ils sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles soient soumises à l'autorité contractante conformément au paragraphe intitulé « Demandes de renseignements - en période de soumission ». Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.6 Données volumétriques

Les données relatives au nombre estimatif de ressources et au niveau d'effort estimatif par ressource ont été fournies aux soumissionnaires afin de les aider à préparer leurs soumissions. L'inclusion de ces données dans la présente demande de soumissions ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation future des services précisés dans cette demande de soumissions correspondra à ces données. Elles sont fournies à titre d'information seulement.

2.7 Ancien fonctionnaire

(a) Renseignements requis

Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds. Afin de respecter les politiques du Conseil du Trésor et les directives sur les contrats avec d'anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat.

(b) Définitions

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

Aux fins de cette clause, « ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11, a un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

un individu;

un individu qui s'est incorporé;

une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires;

une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

La « période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

Le terme « pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions versées conformément à la Loi sur la pension de retraites des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le régime de pension du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

(c) Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions précédentes, le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Dans l'affirmative, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants, pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

le nom de l'ancien fonctionnaire;

la date de cessation d'emploi ou de retraite de la fonction publique.

En fournissant ces renseignements, les soumissionnaires acceptent que le statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension du soumissionnaire retenu soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés sur les sites Web ministériels conformément à l'Avis relatif aux politiques 2012-2 et aux Lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés.

(d) Directive sur le réaménagement des effectifs

Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a touché un paiement forfaitaire conformément aux modalités de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Dans l'affirmative, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

le nom de l'ancien fonctionnaire;

les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;

la date de cessation d'emploi;

le montant du paiement forfaitaire;

le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;

la période du paiement forfaitaire, y compris les dates de début et de fin ainsi que le nombre de semaines;

le nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires pouvant être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5000 \$ (taxes applicables comprises).

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- (a) **Copies de soumission** : Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

- (i) Section I : Soumission technique (4 copies papier et 1 copie électronique sur une clé USB);
- (ii) Section II : Soumission financière (2 copies papier);
- (iii) Section III : Attestations (2 copies papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

- (b) **Présentation de la soumission** : Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- (i) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- (ii) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions;
- (iii) inclure, sur le dessus de chaque volume de la soumission, une page titre comprenant le titre, la date, le numéro de l'invitation à soumissionner, le nom et l'adresse du soumissionnaire et les coordonnées de la personne-ressource;
- (iv) inclure une table des matières.

- (c) **Politique d'achats écologiques du Canada** : En avril 2006, le Canada a publié une politique exigeant des ministères et des organismes fédéraux qu'ils prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement. Voir la Politique d'achats écologiques, qui se trouve à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>. Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- (i) utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- (ii) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt que couleur et impression recto verso/à double face.

- (d) **Présentation d'une seule soumission par un groupe soumissionnaire**

- (i) La présentation de toute soumission provenant d'un ou plusieurs membres d'un même groupe soumissionnaire en réponse à la présente demande de soumissions est interdite. Si les membres d'un groupe soumissionnaire participent à la présentation de plus d'une soumission, le Canada rejettera toutes les soumissions reçues de la part des membres de ce groupe soumissionnaire.
- (ii) Dans le présent article, « **groupe soumissionnaire** » s'entend des entités (qu'elles soient notamment formées d'une ou de plusieurs personnes physiques, de sociétés, de partenariats ou de sociétés de personnes à responsabilité limitée) liées entre elles. Peu importe la province ou le territoire où les entités ont été constituées en société ou formées juridiquement, on considère que les entités sont « **liées** » dans le cadre de la présente demande de soumissions :

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Amd. No. - N° de la modif. 634eI47064-151237	Buyer ID - Id de l'acheteur 634eI
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237	File No. - N° du dossier 634eI47064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- (A) s'il s'agit de la même personne morale (c.-à-d. la même personne physique, société ou société à responsabilité limitée, le même partenariat, etc.);
- (B) s'il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;
- (C) si les entités entretiennent une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre agences ou toute autre forme de relation fiduciaire) ou en ont entretenu une au cours des deux années précédant la clôture des soumissions;
- (D) si les entités ne sont pas dépendantes l'une de l'autre ou d'un même tiers.

(e) Expérience de la coentreprise

Sauf indication contraire, toute exigence obligatoire de la présente demande de soumissions doit être satisfaite par au moins un membre de la coentreprise. Les membres de la coentreprise ne peuvent pas combiner leurs compétences pour satisfaire à une exigence obligatoire de la demande de soumissions. Lorsqu'il est nécessaire de justifier une expérience, le soumissionnaire doit préciser le membre de la coentreprise qui satisfait à l'exigence. Les soumissionnaires qui ont des questions concernant l'évaluation des soumissions présentées par une coentreprise pourront poser leurs questions dans le cadre du processus de demande de renseignements, le plus tôt possible durant la période de soumission.

Exemple : Le soumissionnaire est une coentreprise formée des membres X, Y et Z. Supposons que la demande de soumissions exige : a) que le soumissionnaire ait trois (3) ans d'expérience dans la prestation de services d'entretien; et b) que le soumissionnaire ait deux (2) ans d'expérience de l'intégration de matériel dans des réseaux complexes. Chacune de ces deux exigences peut être satisfaite par un membre différent de la coentreprise. Cependant, pour une exigence donnée, par exemple celle qui concerne l'expérience de trois (3) ans de la prestation de services d'entretien, le soumissionnaire ne peut pas indiquer que chaque membre, soit X, Y et Z, a un an d'expérience pour un total de trois (3) ans. Cette proposition serait considérée comme irrecevable.

3.2 Section I : Soumission technique

(a) La soumission technique comprend ce qui suit :

- (i) **Formulaire de présentation des soumissions** : Les soumissionnaires devraient joindre le formulaire de présentation des soumissions - pièce jointe F à leurs soumissions. Il fournit une forme commune selon laquelle les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements exigés dans le cadre de l'évaluation et de l'attribution du contrat, tels que le nom d'une personne-ressource, le numéro d'entreprise - approvisionnement du soumissionnaire, le statut du soumissionnaire en vertu du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, etc. L'utilisation de ce formulaire pour fournir les renseignements n'est pas obligatoire, mais elle est recommandée. Si le Canada considère que les renseignements requis par le formulaire de présentation des soumissions sont incomplets ou doivent être corrigés, le Canada accordera au soumissionnaire la chance de compléter ou de corriger ces renseignements.
- (ii) **Exigences relatives à la sécurité** : On demande aux soumissionnaires de fournir les renseignements de sécurité suivants pour chaque ressource proposée avec leur soumission avant ou à la date de clôture des soumissions.

RENSEIGNEMENTS DE SÉCURITÉ	
Nom de la personne indiqué sur la demande d'autorisation de sécurité	
Niveau de l'autorisation de sécurité obtenue	

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Amd. No. - N° de la modif. 634eI47064-151237	Buyer ID - Id de l'acheteur 634eI
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237	File No. - N° du dossier 634eI47064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Période de validité de l'autorisation	
Numéro de certificat d'enquête de sécurité et profil de sécurité	

Si le soumissionnaire n'a pas inclus les renseignements de sécurité, l'autorité contractante permettra au soumissionnaire de fournir les renseignements de sécurité pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire n'a pas fourni les renseignements en matière de sécurité pendant la période fixée par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.

- (iii) **Formulaire de justification à l'appui de la conformité technique** : La soumission technique doit prouver la conformité aux articles du document joint D qui constitue le format demandé pour fournir la justification. La justification ne doit pas être une simple répétition du besoin, elle doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfait aux exigences. Il n'est pas suffisant de simplement déclarer que le soumissionnaire et les ressources qu'il propose peuvent être jugés conformes. Lorsque le Canada détermine que la justification n'est pas complète, la soumission sera jugée non conforme et sera rejetée. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Réponse du soumissionnaire » du document joint D, où les soumissionnaires doivent inclure l'endroit précis où se trouvent les documents de référence, y compris le titre du document et les numéros de page et d'alinéa. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.
- (iv) **Pour les ressources proposées** : La soumission technique doit comprendre les curriculum vitae des ressources identifiées au document joint D. La soumission technique doit démontrer que chaque personne proposée satisfait aux exigences décrites (incluant les exigences en matière d'éducation, d'expérience de travail, et d'accréditation professionnelle). Quant aux ressources proposées:
- (A) Les ressources proposées peuvent être des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant, ou il peut s'agir d'entrepreneurs indépendants auxquels le soumissionnaire attribuerait une partie du travail (*voir la partie 5, Attestations*).
 - (B) Pour les exigences en matière d'études, de titre ou de certificat, le Canada ne tiendra compte que des programmes ayant été réussis par la ressource à la clôture des soumissions.
 - (C) Pour les exigences relatives aux titres professionnels, la ressource doit détenir le titre exigé à la clôture des soumissions et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l'organisme professionnel ou être affiliée à l'association professionnelle en question pendant la période d'évaluation et la durée du contrat. Lorsque l'affiliation ou le titre professionnel doit être démontré au moyen d'une certification ou d'un diplôme, ce document doit être actuel, valide et émis par l'entité précisée dans la présente demande de soumissions. Si l'entité n'est pas précisée, l'émetteur devait être une entité, un organisme ou un établissement reconnu ou accrédité au moment où le document a été produit.
 - (D) Quant à l'expérience de travail, Canada ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'un programme Coop suivi dans un établissement postsecondaire.
 - (E) Pour les exigences qui demandent un nombre précis d'années d'expérience (p.ex., 2 ans), le Canada ne tiendra pas compte de cette expérience si la soumission technique ne donne pas les dates précises (le mois et l'année) de l'expérience alléguée (c.-à-d., la date de début et la date de fin). Le Canada n'évaluera que la période au cours de laquelle la ressource a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée pour la ressource jusqu'à la date de fin),

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la ressource a participé.

- (F) Pour que l'expérience de travail soit considérée par le Canada, la soumission technique ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais elle doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience nécessaire en expliquant les responsabilités et les tâches effectuées dans ce poste. Lorsque la ressource proposée a travaillé en même temps sur plus d'un projet, la période de chevauchement ne sera comptée qu'une fois dans les exigences portant sur la durée de l'expérience.

- (v) **Coordonnées de la personne référence du client** : Le soumissionnaire doit fournir les coordonnées de personnes données en référence qui doivent chacune confirmer, lorsque le Canada demande l'information requise les faits énoncés dans la proposition du soumissionnaire. Pour chaque client donné en référence, le soumissionnaire doit, au minimum, fournir le nom, le numéro de téléphone et l'adresse courriel d'une personne-ressource. Le Canada demande que le soumissionnaire fournisse également le titre de la personne-ressource. En cas de contradiction entre les renseignements fournis par cette personne et ceux qui figurent dans la soumission, les renseignements fournis par cette personne seront utilisés dans le cadre de l'évaluation. Si la personne donnée en référence n'est pas disponible au moment de l'évaluation, le soumissionnaire pourra fournir les coordonnées d'une autre personne chez le même client.

3.3 Section II : Soumission financière

- (a) **Prix** : Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité à l'annexe E - Base de Paiement de cette demande de soumissions. Le montant total des taxes applicables doivent être indiqué séparément, s'il y a lieu. À moins d'indication contraire, les soumissionnaires doivent proposer un taux quotidien ferme tout inclus unique en dollars canadiens dans chaque cellule où un champ des tableaux de prix doit être rempli.
- (b) **Tous les coûts doivent être compris** : La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la présente demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris toute année d'option. Il incombe entièrement au soumissionnaire d'indiquer tout le matériel, les logiciels, les périphériques, le câblage et les composants nécessaires pour satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions, ainsi que les prix de ces articles.
- (c) **Prix nuls** : On demande aux soumissionnaires d'entrer « 0,00 \$ » pour tout article qu'il ne compte pas facturer ou qui a déjà été ajouté à d'autres prix dans le tableau. Si le soumissionnaire laisse le champ vierge, le Canada considérera le prix comme étant « 0,00 \$ » aux fins d'évaluation et pourrait demander que le soumissionnaire confirme que le prix est bel et bien 0.00 \$. Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix durant cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un champ vierge est de 0,00 \$, sa soumission sera déclarée non recevable.

3.4 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations énumérées à la partie 5, cela fait partie des exigences.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers. La méthodologie d'évaluation comporte plusieurs phases, qui sont décrites ci-après. Même si l'évaluation et la sélection se déroulent par phases, ce n'est pas parce que le Canada passe à une phase ultérieure que cela voudra dire pour autant qu'il a décidé que le soumissionnaire a réussi toutes les phases antérieures. Le Canada se réserve le droit d'exécuter parallèlement certaines phases de l'évaluation.
- (b) Une équipe constituée de représentants du client et de TPSGC évaluera les soumissions au nom du Canada. Le Canada peut faire appel à des experts-conseils indépendants ou à toutes personnes-ressources du gouvernement pour évaluer les soumissions. Chaque membre de l'équipe chargée de l'évaluation ne participera pas nécessairement à tous les aspects de l'évaluation.
- (c) En plus des autres délais prescrits dans la demande de soumissions :
- (i) **Demandes de précisions** : Si le Canada demande des précisions au soumissionnaire sur sa soumission ou qu'il veut vérifier la soumission, le soumissionnaire disposera d'un délai de 2 jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. À défaut de respecter ce délai, sa soumission sera jugée non recevable.
 - (ii) **Demandes de renseignements supplémentaires** : Si le Canada demande d'autres renseignements pour l'une des raisons qui suivent (selon la section intitulée « Déroulement de l'évaluation » du document 2003 Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels) :
 - (A) vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire dans sa soumission; ou
 - (B) communiquer avec une ou plusieurs des références citées par le soumissionnaire (références citées dans les curriculum vitae des ressources individuelles) dans le but de valider les renseignements fournis par le soumissionnaire,
 le soumissionnaire doit fournir les renseignements demandés dans les deux jours ouvrables suivant la demande par l'autorité contractante.
 - (iii) **Prolongation du délai** : Si le soumissionnaire a besoin davantage de temps, l'autorité contractante, à sa seule discrétion, peut accorder une prolongation du délai.

4.2 Évaluation technique

(a) Évaluation des critères techniques obligatoires

Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité aux exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions qui sont désignées précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire » sont des exigences obligatoires. Les soumissions qui ne respectent pas chacune des exigences obligatoires seront déclarées irrecevables et rejetées. Les critères techniques obligatoires sont décrits au document joint D - Critères d'évaluation.

(b) Critères techniques cotés

Chaque soumission sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, qui sont précisées dans la demande de soumissions par le terme « cotées » ou par voie de référence à une note.

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

Les soumissions qui ne sont pas complètes et qui ne contiennent pas tous les renseignements exigés dans la demande de soumissions seront cotées en conséquence. Les critères techniques cotés sont décrits au document joint D - Critères d'évaluation.

(c) **Vérification des références :**

- (i) Le Canada effectuera la vérification des références par courriel. Le Canada enverra toutes les demandes de vérification des références par courriel aux personnes dont les coordonnées ont été fournies par les soumissionnaires dans un délai de 48 heures (aux adresses de courriel indiquées dans la soumission). La réponse doit être envoyée dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'envoi du courriel de vérification des références, faute de quoi le Canada n'attribuera aucun point ou considérera que le soumissionnaire ne satisfait pas à l'exigence obligatoire en matière d'expérience (selon le cas).
- (ii) Le troisième jour ouvrable après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en avisera le soumissionnaire par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'il faut répondre au Canada dans le délai de 5 jours ouvrables. Si la personne nommée n'est pas disponible pendant la période d'évaluation, le soumissionnaire peut fournir le nom et les coordonnées d'une autre personne chez le même client. Cette possibilité ne sera offerte aux soumissionnaires qu'une fois par client, et ce uniquement si la personne nommée initialement n'est pas disponible (c'est-à-dire que le soumissionnaire ne pourra soumettre le nom d'une autre personne si la première personne-ressource indique qu'il ou elle ne souhaite pas répondre ou n'est pas en mesure de le faire). Le soumissionnaire disposera de 24 heures pour soumettre le nom d'une nouvelle personne-ressource. Cette personne aura 5 jours ouvrables pour répondre au Canada à compter de la date d'envoi de la demande de vérification des références.
- (iii) En cas de contradiction entre l'information donnée par la personne citée en référence et celle fournie par le soumissionnaire, la première prévaudra.
- (iv) On n'accordera aucun point ou on ne considérera pas qu'un critère d'expérience obligatoire a été respecté (le cas échéant) si (1) le client cité en référence indique qu'il n'est pas en mesure de fournir l'information demandée ou qu'il ne veut pas le faire, ou (2) le client cité en référence n'est pas un client du soumissionnaire même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale du soumissionnaire). De même, on n'accordera aucun point au soumissionnaire ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou autre entité qui a des liens de dépendance avec le soumissionnaire.
- (v) La vérification des références n'est pas obligatoire. Toutefois, si TPSGC choisit de le faire pour quelque exigence cotée ou obligatoire que ce soit, il vérifiera les références des soumissionnaires dont la candidature n'a pas été jugée irrecevable à ce stade de l'évaluation.

4.3 Évaluation financière

- (a) **Calcul de prix total :** Pour effectuer l'évaluation financière, on calculera le prix total de la soumission à partir des données fournies par les soumissionnaires dans les tableaux d'établissement des prix. Le prix total de la soumission sera déterminé pour chaque soumissionnaire en multipliant les taux fermes quotidiens pour la période initiale du contrat et les périodes d'option (ou la limite inférieure de la bande médiane, la valeur la plus élevée étant retenue) par le nombre estimatif de jours de travail, pour toutes les catégories de personnel énoncées à l'annexe E - Barème de prix. La somme de ces taux représente le prix total de la soumission du soumissionnaire..

- (b) **Méthode d'évaluation de la médiane des taux quotidiens fermes**

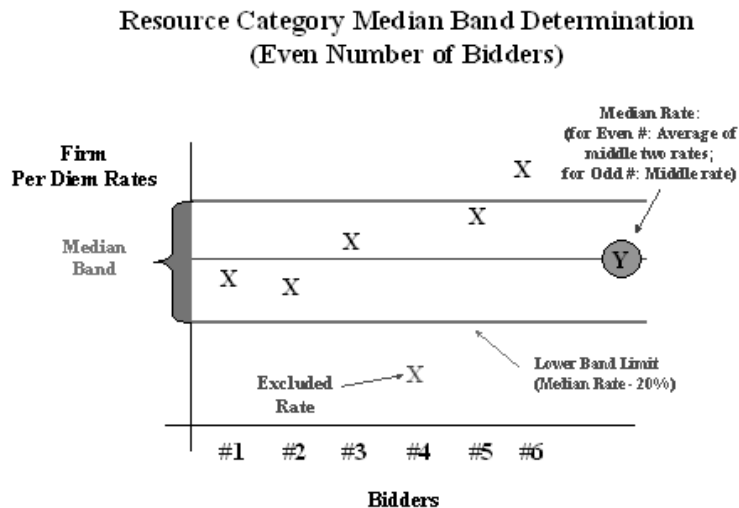
Au moment de l'évaluation financière, en ce qui concerne les taux de services professionnels proposés, on tiendra compte de la médiane des taux quotidiens fermes comme suit :

(i) **Méthode utilisée :** La médiane des taux quotidiens fermes servira à modifier le taux à évaluer lors de l'évaluation financière d'un soumissionnaire, lorsqu'un soumissionnaire propose un taux quotidien ferme pour une ressource qui est inférieur à la limite inférieure de la bande médiane établie selon le calcul ci-après. Le calcul de la médiane du taux quotidien ferme servira à des fins d'évaluation seulement, et le taux quotidien réel soumis sera utilisé dans le cadre du contrat subséquent, dans tous les cas.

(ii) **Calcul des médianes pour la période initiale du contrat et les périodes d'option :** Un taux médian sera calculé pour chaque catégorie de ressources à l'aide du taux quotidien proposé pour chaque ressource individuelle. Une médiane sera utilisée pour calculer une bande médiane en fonction de laquelle on établira un taux quotidien pour chaque soumissionnaire pour la période initiale du contrat, et une autre médiane sera établie pour chacune des périodes d'option. Pour chaque catégorie de personnel, la bande médiane sera calculée au moyen de la fonction médiane de Microsoft Excel et correspondra à une fourchette portant sur la médiane jusqu'à concurrence d'une valeur de moins (-) 20 % de la médiane. La limite inférieure de la bande médiane pour chaque catégorie de ressource sera fixée à 80 % de la médiane. Si un soumissionnaire propose un taux quotidien ferme pour une catégorie de personnel, qui est inférieur à la limite inférieure de la bande médiane, la proposition financière de ce soumissionnaire sera évaluée à l'aide du taux quotidien de la limite inférieure de la bande médiane pour cette catégorie de personnel.

(iii)

Exemple : Le diagramme suivant est une représentation du calcul de la bande médiane pour une seule catégorie de personnel. Ce diagramme indique la bande médiane et les taux quotidiens du personnel inclus et exclu.



Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

Dans le présent exemple de catégorie de ressource où l'on utilise le calcul de la médiane des taux quotidiens fermes, si le taux médian, désigné comme (Y), est de 591,50 \$, la limite de la bande médiane serait de moins (-) 20 % de 591,50 \$, ou 473,20 \$. Le chiffre 473,20 \$ correspondrait à la limite inférieure de la bande médiane pour cette catégorie de ressource.

Si un soumissionnaire propose un taux quotidien ferme pour cette catégorie qui est inférieur à 473,20 \$, la proposition financière de ce soumissionnaire pour cette catégorie de personnel sera évaluée à l'aide du taux quotidien de 473,20 \$.

Si ce soumissionnaire propose un taux quotidien ferme de 400 \$ pour cette catégorie de ressource, et que ce soumissionnaire devient l'entrepreneur retenu, le taux quotidien ferme de 400 \$ qu'il a proposé initialement sera inclus dans le contrat.

(c) Justification des taux pour les services professionnels

D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Au moment d'évaluer les taux soumis pour les services professionnels, le Canada peut, sans toutefois y être obligé, demander une justification des prix conformément à cet article. Si le Canada demande une justification des prix, elle sera demandée à tous les soumissionnaires conformes qui ont proposé un taux d'au moins 20 % inférieur à la médiane des taux offerts par tous les soumissionnaires conformes pour la ou les mêmes catégories de ressource. Si le Canada demande une justification des prix, les renseignements suivants doivent être fournis :

- (i) une facture (avec le numéro de série du contrat ou un autre identificateur unique de contrat) démontrant que le soumissionnaire a fourni et facturé des services similaires à ceux qui seraient fournis par cette catégorie de ressource à un client (qui n'a aucun lien de dépendance avec le soumissionnaire), et qui démontrent que ces services, rendus pendant au moins trois mois au cours de la période de douze mois précédant la date d'émission de la demande de soumissions, ont été facturés à un taux quotidien égal ou inférieur à celui proposé au Canada;
- (ii) relativement à la facture mentionnée en (i), une preuve du client du soumissionnaire démontrant que les services indiqués sur la facture comprennent au minimum 50 % des tâches énumérées dans l'Énoncé des travaux pour la catégorie de ressources évaluée, et ce, à un taux déraisonnablement bas. Il peut s'agir d'une copie du contrat (dans lequel on décrit les services à offrir et où l'on démontre qu'au moins 50 % des tâches sont les mêmes que celles qui doivent être effectuées dans le cadre de l'Énoncé des travaux de la présente demande de soumissions), ou d'une attestation du client indiquant que les services notés sur la facture comprenaient au moins 50 % des tâches qui doivent être effectuées en vertu de l'Énoncé des travaux de la présente demande de soumissions;
- (iii) pour chacun des contrats pour lesquels une facture est présentée à titre de justification, le curriculum vitae de la ressource qui a offert les services dans le cadre de ce contrat afin de démontrer que la ressource répondrait aux exigences obligatoires et obtiendrait la note de passage pour tous les critères cotés de la catégorie de ressource faisant l'objet d'une justification des taux;

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634e1
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634e147064-151237	

- (iv) le nom, le numéro de téléphone et, si possible, l'adresse de courriel d'une personne-ressource du client ayant reçu chacune des factures présentées au point (i), afin que le Canada puisse valider tout renseignement fourni par le soumissionnaire.

Lorsque le Canada demande une justification des taux offerts pour une catégorie de ressource particulière, il incombe entièrement au soumissionnaire de présenter l'information (décrite ci-dessus ou pouvant être autrement demandée par le Canada, y compris l'information qui permettrait au Canada de vérifier les renseignements fournis concernant la ressource proposée) qui permettrait au Canada de déterminer s'il peut réellement se fier à la capacité du soumissionnaire de fournir les services requis aux taux indiqués dans la soumission. Lorsque le Canada détermine que l'information fournie par le soumissionnaire ne justifie pas des taux déraisonnablement bas, la proposition sera jugée non recevable et sera rejetée d'emblée.

(d) Formules des tableaux d'établissement des prix

Si les tableaux d'établissement des prix fournis aux soumissionnaires comprennent une formule, le Canada peut entrer les prix du formulaire fourni par les soumissionnaires dans un nouveau formulaire, si le Canada estime que la formule ne fonctionne plus correctement selon la version fournie par le soumissionnaire.

4.4 Méthode de sélection

- (a) Pour être déclarée recevable, une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions, satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires et obtenir la note de passage indiquée pour les critères cotés indiqués dans la demande de soumissions. La soumission recevable qui présente le prix le plus bas par point sera recommandée pour l'attribution d'un contrat. Pour calculer le plus bas prix par point, on utilisera la formule suivante :

Prix total de la soumission = Prix par point obtenu par le soumissionnaire

Total de points obtenus par le soumissionnaire

- (b) Un contrat pourra être attribué dans le cadre de ce besoin.
- (c) Les soumissionnaires devraient prendre note que toutes les attributions de contrat sont assujetties au processus d'approbation interne du Canada, qui comprend une exigence d'approbation du financement au montant de tout contrat proposé. Malgré le fait que le soumissionnaire peut avoir été recommandé pour l'attribution d'un contrat, un contrat sera émis uniquement si l'approbation interne est obtenue conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas obtenue, aucun contrat ne sera attribué.
- (d) Si plusieurs soumissionnaires sont classés au premier rang en raison d'une note globale identique, le soumissionnaire ayant la note technique totale la plus élevée sera classé au premier rang.

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par ce dernier. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de défaut à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou celle du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le soumissionnaire qui refuse de se conformer et de collaborer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante s'expose à ce que sa soumission soit déclarée non recevable ou pourra être considéré en situation de manquement.

5.1 Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

(a) Dispositions relatives à l'intégrité - Renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que les membres de son groupe et lui-même respectent les dispositions indiquées à la section 01 du Code de conduite et attestations – Soumission des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes requis dans les dispositions relatives à l'intégrité aideront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

(b) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que lui et tout membre de la coentreprise, si le soumissionnaire est une coentreprise, ne sont pas nommés dans la Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) disponible sur la page consacrée au Programme du travail du site Web d'Emploi et Développement social (EDSC).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires admissibilité limitée » du PCF pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe G Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2 Services professionnels - Ressources

(a) En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier.

(b) En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

que chaque personne qu'il a préposée est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

- (c) Si un soumissionnaire a proposé une personne qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste, en présentant une soumission, qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

5.3 Attestation de langue - Anglais Essentiel

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque personne proposée dans sa soumission devra pouvoir s'exprimer couramment en anglais. La personne proposée doit communiquer verbalement et par écrit l'anglais sans aide et en faisant peu d'erreurs.

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

(a) Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :

- (i) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
- (ii) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
- (iii) **EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ** : Le client (ASFC) effectuera sa propre vérification de la cote de fiabilité de l'entrepreneur proposé et de son personnel conformément à la *Norme de sécurité et de gestion des marchés* et à la *Politique sur la sécurité du gouvernement – Norme sur la sécurité du personnel* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), sans tenir compte des évaluations qui ont déjà été effectuées conformément à de telles politiques. L'évaluation de la cote de fiabilité effectuée par l'ASFC comprendra la vérification du crédit effectuée par un agent de sécurité autorisé de la *Section des enquêtes de sécurité sur le personnel* (SESP) de l'ASFC, indépendamment de la ***Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC)*** et de la ***Direction de la sécurité industrielle internationale (DSII)*** de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Le soumissionnaire doit présenter un formulaire SCT 330-23 – Formulaire de vérification de sécurité, de consentement et d'autorisation du personnel (<http://www.tbs-sct.gc.ca/tbsf-fsct/330-23-fra.pdf>) dûment rempli et signé pour chaque ressource proposée à la demande de l'autorité contractante avant l'attribution du contrat.

En attendant que la vérification du crédit et toutes les autres vérifications de sécurité requises pour cette demande de propositions soient achevées et que l'entrepreneur et son personnel sont jugés acceptables par l'ASFC, aucun contrat ne sera attribué et l'entrepreneur recommandé (spécifiquement le personnel de l'entrepreneur) ne pourra avoir accès à des renseignements ou à des biens protégés/classifiés, et ne sera pas autorisé à entrer dans un site où de tels renseignements ou biens sont gardés.

Si l'entrepreneur (spécifiquement le personnel de l'entrepreneur) n'est pas jugé acceptable à la suite de la vérification de sécurité requise par l'ASFC, ladite proposition de l'entrepreneur sera jugée non conforme et le prochain soumissionnaire de premier choix sera contacté. Si une seule soumission a été obtenue et le soumissionnaire proposé ne répond pas aux exigences en matière de sécurité, l'agent des contrats déterminera les prochaines étapes afin d'assurer que toutes les exigences sont respectées.

****** Le personnel de l'entrepreneur/offrant peut inclure, dans certains cas, des propriétaires, des employés en gestion immobilière et des principaux de compagnies lorsqu'ils ont accès à un site où des renseignements ou des biens protégés/classifiés de l'ASFC sont gardés.

- (b) On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
- (c) Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de la sécurité industrielle de la

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

- (d) Si le soumissionnaire est un consortium, chaque membre du consortium doit répondre aux exigences relatives à la sécurité.

6.2 Capacité financière

- (a) Clause du Guide des CUA A9033T (2012-07-16) Capacité financière s'applique, sauf à la différence que le paragraphe 3 est supprimé et est remplacé par : « Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, chaque société mère, y compris la société mère ultime, devra fournir l'information financière demandée en 1(a) à (f). L'information financière fournie par une société mère ne dégage pas pour autant le soumissionnaire de l'obligation de présenter ses propres renseignements financiers; toutefois, si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, et dans le cours normal des affaires les renseignements financiers ne sont pas générés distinctement pour la filiale, les renseignements financiers de la société-mère doivent être fournis. Si le Canada juge que le soumissionnaire ne possède pas la capacité financière, mais que la société-mère possède cette capacité, ou que le Canada ne peut évaluer la capacité financière du soumissionnaire puisque son information financière fait partie intégrante de celle de la société-mère, le Canada peut, à sa seule discrétion, attribuer le contrat au soumissionnaire sous réserve que la société-mère fournisse une garantie au Canada. »
- (b) Dans le cas d'une coentreprise, chaque membre de la coentreprise doit respecter les exigences relatives à la capacité financière.

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Exigences

- (a) _____ (« **l'entrepreneur** ») consent à fournir au client les services décrits dans le contrat, y compris l'Énoncé des travaux, conformément au contrat et aux prix qui y sont énoncés. Cela comprend la prestation de services professionnels, à la demande du Canada, à un ou plusieurs emplacements qui seront précisés par ce dernier, à l'exclusion de tout emplacement se trouvant dans des secteurs assujettis à des ententes sur les revendications territoriales globales.
- (b) **Client** : En vertu du contrat, le « **client** » est L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC).
- (c) **Réorganisation du client** : Le changement de dénomination sociale, la réorganisation, le réaménagement ou la restructuration d'un client n'auront aucune incidence sur les obligations de l'entrepreneur (ni ne donneront lieu au paiement d'honoraires supplémentaires). La réorganisation, le réaménagement ou la restructuration du client s'entendent aussi de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités dont la mission est semblable à celle du client d'origine. Peu importe le type de réorganisation, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou responsable technique, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la réorganisation.
- (d) **Définitions** : Les termes et expressions définis dans les Conditions générales et dans les Conditions générales supplémentaires et employés dans ce contrat ont le sens qui leur est attribué dans ces Conditions générales ou dans ces Conditions générales supplémentaires. L'expression « utilisateur désigné » dans l'arrangement en matière d'approvisionnement fait référence au client. De plus, « produit livrable » ou « produits livrables » comprend toute la documentation décrite dans le présent contrat. - Une référence à un « bureau local » de l'entrepreneur signifie un bureau ayant au moins un employé à temps plein qui n'est pas une ressource partagée qui y travaille.

7.2 Autorisation de tâche

- (a) **Autorisation de tâche sur demande** : La totalité des travaux du contrat seront réalisés « sur demande », au moyen d'une autorisation de tâche (AT). Les travaux décrits dans l'autorisation de tâche doivent être conformes à la portée du contrat. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant d'avoir reçu une AT approuvée. L'entrepreneur convient que toute tâche effectuée avant la réception de cette autorisation de tâche approuvée est effectuée à ses propres risques.
- (b) **Évaluation des ressources proposées à l'étape de l'AT** : Les processus relatifs à l'établissement d'une AT, en réponse à une AT et à l'évaluation sont décrits aux appendices A, B, C et D de l'annexe A.
- (c) **Formulaire et contenu de l'autorisation de tâche**
- (i) Le responsable technique fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen d'une ébauche d'autorisation de tâche à l'aide du formulaire figurant à l'appendice B de l'annexe A.
 - (ii) L'ébauche d'autorisation de tâche doit expliquer en détail les travaux à effectuer et doit également contenir les renseignements suivants, s'il y a lieu :

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

- (A) le numéro de tâche;
- (B) la date à laquelle la réponse de l'entrepreneur doit être reçue (cette date figurera dans l'ébauche d'AT, mais non sur l'AT attribuée);
- (C) tout code financier à utiliser;
- (D) les catégories de ressources et le nombre de ressources nécessaires;
- (E) une description des travaux associés à la tâche, portant sur les activités à réaliser ou indiquant les produits livrables (comme des rapports);
- (F) les dates de commencement et d'achèvement;
- (G) les dates clés des produits livrables et des paiements, le cas échéant;
- (H) le nombre de jours-personne requis;
- (I) une note indiquant si les travaux comprennent des activités à réaliser sur place, en précisant l'endroit;
- (J) le profil linguistique des ressources requises;
- (K) le niveau d'attestation de sécurité que doivent posséder les employés de l'entrepreneur;
- (L) le prix payable à l'entrepreneur pour l'exécution de la tâche, en indiquant s'il s'agit d'un prix ferme ou du prix maximum pour l'AT (et, pour les autorisations de tâche au prix maximum, l'AT doit indiquer la façon dont le montant final payable sera déterminé; lorsque l'AT n'indique pas la façon dont le montant final payable sera déterminé, le montant payable est le montant, jusqu'à concurrence du montant maximum, pour les heures réellement travaillées sur le projet que l'entrepreneur justifie en présentant les feuilles de présence remplies au moment de l'exécution des travaux par les employés pour justifier les frais);
- (M) toute autre contrainte qui pourrait avoir des répercussions sur l'exécution de la tâche.

(d) Réponse de l'entrepreneur à une ébauche d'autorisation de tâche : L'entrepreneur doit fournir au responsable technique, dans les 2 jours ouvrables de la réception de l'ébauche d'AT (ou tout autre délai plus long précisé dans l'ébauche d'AT), le coût total estimatif proposé pour l'exécution de la tâche et la ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat. La proposition de prix de l'entrepreneur doit être établie selon les taux stipulés dans le contrat. L'entrepreneur ne sera pas payé pour la préparation ni la présentation d'une proposition, ni pour la fourniture d'autres renseignements requis pour la préparation et l'attribution de l'AT approuvée.

(e) Limite des autorisations de tâche et responsabilités à l'égard de leur émission officielle

Pour être attribuée de façon officielle, une AT doit porter les signatures suivantes :

- (i) toute AT dont la valeur est inférieure ou égale à **250,000,00\$** (les taxes applicables sont comprises) doit être signée par :
 - (A) le responsable technique;
- (ii) toute AT dont la valeur est supérieure à ce montant doit être signée par :
 - (A) le responsable technique; et
 - (B) l'autorité contractante.

Toute AT qui ne porte pas les signatures requises n'a pas été émise de façon officielle par le Canada et n'est donc pas valide. Tous les travaux effectués par l'entrepreneur sans que celui-ci ait reçu une AT valide seront effectués à ses propres risques. L'entrepreneur doit aviser l'autorité contractante s'il reçoit une AT qui ne porte pas les signatures requises. Au moyen d'un avis écrit envoyé à l'entrepreneur, l'autorité

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

contractante peut suspendre en tout temps le pouvoir du client d'attribuer des AT, ou réduire la valeur indiquée à l'article (A) ci-dessus. L'avis de suspension ou de réduction prend effet dès la réception.

(f) Rapports d'utilisation périodiques

(i) L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'autorisation de tâche approuvée émise dans le cadre du contrat. L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données requises ne sont pas disponibles, l'entrepreneur doit en indiquer la raison. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « néant ». L'entrepreneur doit soumettre les rapports d'utilisation périodique sur une base chaque trimestre à l'autorité contractante. De temps en temps, l'autorité contractante peut également exiger un rapport intérimaire au cours d'une période de référence.

(ii) Voici la répartition des trimestres :

- (A) du 1^{er} avril au 30 juin;
- (B) du 1^{er} juillet au 30 septembre;
- (B) du 1^{er} octobre au 31 décembre;
- (C) du 1^{er} janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les 5 jours civils suivant la fin de la période de référence.

(iii) Chaque rapport doit contenir les informations suivantes pour chaque AT qui est approuvée et émise de façon officielle (et tel que modifié).

- (A) le numéro de l'autorisation de la tâche ou le numéro de toutes les révisions de celle-ci, s'il y a lieu;
- (B) le titre ou une courte description de chaque tâche;
- (C) le nom, la catégorie de ressource et le niveau de chaque ressource impliquée dans l'exécution l'autorisation de tâche, s'il y a lieu;
- (D) le coût estimatif total précisé dans l'AT, les taxes applicables en sus;
- (E) le montant total dépensé jusqu'à présent, les taxes applicables en sus;
- (F) la date de début et la date de fin; et
- (G) l'état actuel, s'il y a lieu (p. ex., indiquer si le travail est en cours ou si le Canada a annulé ou suspendu l'AT, etc.)

(iv) Chaque rapport doit aussi contenir les informations cumulatives suivantes pour chaque AT qui est valablement émise (et tel que modifié) :

- (A) le montant total, les taxes applicables en sus, indiqué dans le contrat (et le cas échéant tel que modifié la dernière fois)
- (B) le montant total dépensé jusqu'à présent, les taxes applicables en sus, qui couvre toutes les AT émises officiellement.

(g) Regroupement d'autorisations de tâche à des fins administratives: Le contrat peut être modifié à l'occasion afin de tenir compte de l'ensemble des autorisations de tâche valides attribuées et à ce jour, et de consigner le travail effectué dans le cadre de ces autorisations de tâche à des fins administratives.

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Amd. No. - N° de la modif. 634eI47064-151237	Buyer ID - Id de l'acheteur 634eI
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237	File No. - N° du dossier 634eI47064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

7.3 Garantie des travaux minimum

(a) Dans la présente clause:

(i) « **valeur maximale du contrat** » désigne le montant indiqué à la clause « **Limite des dépenses** » du contrat (les taxes applicables sont en sus);

(ii) « **valeur minimale du contrat** » signifie 3% de la valeur maximale du contrat lors de son attribution initiale.

(b) L'obligation du Canada dans le cadre du contrat consiste à demander des travaux jusqu'à concurrence de la valeur minimale du contrat ou, au choix du Canada, à payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au sous-article c), sauf pour les cas prévus au sous-article d). En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la durée du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.

(c) Si, pendant la durée du contrat, le Canada ne demande pas une quantité de travaux correspondant à la valeur minimale du contrat, il devra verser à l'entrepreneur la différence entre cette valeur et le coût total des travaux demandés.

(d) Conformément à cet article, le Canada n'aura aucune obligation à l'égard de l'entrepreneur si le Canada résilie la totalité du contrat :

(i) pour manquement;

(ii) pour des raisons de commodité à la suite de la décision ou de la recommandation d'un tribunal ou d'une cour, énonçant que le contrat soit résilié, fasse l'objet d'une autre demande de soumissions ou soit attribué à un autre fournisseur;

(iii) pour des raisons de commodité dans les 10 jours ouvrables suivant l'attribution d'un contrat.

7.4 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

(a) **Conditions générales :**

2035 (2014-09-25), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

En ce qui concerne l'article 30 – Résiliation pour des raisons de commodité des Conditions générales 2035, la sous-section 04 est supprimée et remplacée par les sous-sections 04, 05 et 06 :

4. Le total des sommes auxquelles l'entrepreneur a droit en vertu du présent article ainsi que tout montant versé, dû ou qui sera dû, ne doit pas dépasser le prix contractuel.

5. Si l'autorité contractante résilie le contrat en totalité et si les articles de l'accord comprennent une garantie des travaux minimum, le montant total à verser à l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser le plus élevé des deux montants suivants :

(a) le montant total auquel a droit l'entrepreneur selon le présent article, en plus des montants qui lui ont été versés, des montants qui lui seront dus en plus des montants qui

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

devront lui être payés en vertu de la garantie de revenu minimum, ou les montants qui lui sont dus à la date de la résiliation;

(b) le montant total payable selon la garantie des travaux minimum, moins les montants qui ont été versés, qui sont dus ou qui seront dus à l'entrepreneur à la date de la résiliation.

6. Sauf dans la mesure prévue par le présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts, de compensation, de perte de profit, d'indemnité découlant de tout avis de résiliation donné par le Canada en vertu du présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

(b) Conditions générales supplémentaires

Les conditions générales supplémentaires qui suivent :

- (i) 4002 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires - Services d'élaboration ou de modification de logiciels; et
- (ii) 4006 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires - L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;

s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.5 Exigences relatives à la sécurité

Les exigences suivantes relatives à la sécurité (LVERS et clauses connexes), tel qu'indiqué à l'annexe B de la partie B de l'arrangement en matière d'approvisionnement, s'appliquent au contrat.

a) EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN:

- (i) L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, **une cote de sécurité d'installation valable au niveau SECRET**, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- (ii) Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTEGES, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **SECRET**, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
- (iii) L'entrepreneur NE DOIT PAS emporter de renseignements PROTEGES hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il l'a respecte.
- (iv) Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC. .
- (v) L'entrepreneur doit respecter les dispositions :
 - A) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C; et
 - B) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

b) EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ de l'ASFC : Le client (ASFC) effectuera sa propre vérification de la cote de fiabilité de l'entrepreneur proposé et de son personnel conformément à la *Norme de sécurité et de gestion des marchés* et à la *Politique sur la sécurité du gouvernement*

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

– *Norme sur la sécurité du personnel* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), sans tenir compte des évaluations qui ont déjà été effectuées conformément à de telles politiques. L'évaluation de la cote de fiabilité effectuée par l'ASFC comprendra la vérification du crédit effectuée par un agent de sécurité autorisé de la *Section des enquêtes de sécurité sur le personnel* (SESP) de l'ASFC, indépendant de la **Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) et de la Direction de la sécurité industrielle internationale (DSII)** de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Le soumissionnaire doit présenter un formulaire SCT 330-23 – Formulaire de vérification de sécurité, de consentement et d'autorisation du personnel (<http://www.tbs-sct.gc.ca/tbsf-fsct/330-23-fra.pdf>) dûment rempli et signé pour chaque ressource proposée à la demande de l'autorité contractante avant l'attribution du contrat.

En attendant que la vérification du crédit et toutes les autres vérifications de sécurité requises pour cette demande de propositions soient achevées et que l'entrepreneur et son personnel sont jugés acceptables par l'ASFC, aucun contrat ne sera attribué et l'entrepreneur recommandé (spécifiquement le personnel de l'entrepreneur) ne pourra avoir accès à des renseignements ou à des biens protégés/classifiés, et ne sera pas autorisé à entrer dans un site où de tels renseignements ou biens sont gardés.

Si l'entrepreneur (spécifiquement le personnel de l'entrepreneur) n'est pas jugé acceptable à la suite de la vérification de sécurité requise par l'ASFC, ladite proposition de l'entrepreneur sera jugée non conforme et le prochain soumissionnaire de premier choix sera contacté. Si une seule soumission a été obtenue et le soumissionnaire proposé ne répond pas aux exigences en matière de sécurité, l'agent des contrats déterminera les prochaines étapes afin d'assurer que toutes les exigences sont respectées.

** Le personnel de l'entrepreneur/offrant peut inclure, dans certains cas, des propriétaires, des employés en gestion immobilière et des principaux de compagnies lorsqu'ils ont accès à un site où des renseignements ou des biens protégés/classifiés de l'ASFC sont gardés.

7.6 Durée du contrat

- (a) **Durée du contrat** : La « **durée du contrat** » représente toute la période au cours de laquelle l'entrepreneur est tenu d'exécuter les travaux et comprend :
- (i) La « **durée initiale du contrat** », qui commence à la date d'attribution du contrat et se termine un an plus tard;
 - (ii) La période de prolongation du contrat, si le Canada décide de se prévaloir des options énoncées dans le contrat.
- (b) **Option de prolongation du contrat**
- (i) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus quatre période(s) supplémentaire(s) de une année(s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte, au cours de la période de prolongation du contrat, d'être payé conformément aux dispositions applicables définies dans la base de paiement.
 - (ii) Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne peut être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des fins administratives seulement, par une modification au contrat.

7.7 Responsables

(c) Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Angela Durigan

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Amd. No. - N° de la modif. 634eI47064-151237	Buyer ID - Id de l'acheteur 634eI
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237	File No. - N° du dossier 634eI47064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Titre : Spécialiste en approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : Acquisition de systèmes informatiques et de télécommunications
Adresse : 11, rue Laurier, Gatineau (Québec)
Téléphone : 819-956-5879
Courriel : angela.durigan@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à la suite de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

(b) **Responsable technique (à remplir au moment de l'attribution du contrat)**

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation: _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat, et il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements ne peuvent être effectués que par une modification au contrat émise par l'autorité contractante

(d) **Représentant de l'entrepreneur (à remplir au moment de l'attribution du contrat)**

Remarque à l'intention de soumissionnaires : Le représentant de l'entrepreneur, le responsable technique et la personne-ressource seront identifiés lors de l'attribution du contrat.

7.8 Paiement

(a) **Base de paiement**

- (i) **Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâche avec un prix maximum :** Pour les services professionnels demandés par le Canada, en conformité avec une autorisation de tâche valide attribuée, le Canada paiera à l'entrepreneur, en arrérages, jusqu'à concurrence du prix maximum pour l'AT, les heures réellement travaillées et tout produit livrable subséquent conformément aux taux quotidiens fermes tout compris établis à l'annexe B, Base de paiement, les taxes applicables sont en sus. Les journées partielles seront payées au prorata d'après les heures réelles travaillées, sur la base d'une journée de travail de 7,5 heures.

Coût estimatif : _____ \$

- (ii) **Frais de voyage et de subsistance préautorisés :**

Le Canada ne remboursera pas les frais de déplacement ou de subsistance liés à l'exécution des travaux.

- (iii) **Taxes applicables:** Coût estimatif : _____ \$

- (iv) **Attribution concurrentielle :** L'entrepreneur reconnaît que ce contrat a été attribué selon un processus concurrentiel. Aucuns frais supplémentaires ne seront versés à

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

l'entrepreneur pour les erreurs, les oublis, les idées fausses ou les mauvaises estimations dans sa soumission.

- (v) **Taux des services professionnels** : D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposent parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de personnel au moment de déposer une soumission, qu'ils refusent de respecter par la suite parce que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer leurs propres coûts ou de réaliser un profit. Cela annule alors les avantages que le Canada aurait pu retirer de ce contrat. Si l'entrepreneur ne répond pas ou refuse de présenter une personne possédant les compétences décrites dans le contrat dans le délai prévu au contrat (ou qu'il propose plutôt de présenter quelqu'un d'une autre catégorie, à un taux différent), même si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie ou choisit de se prévaloir de ses droits en vertu des Conditions générales, le Canada peut imposer des sanctions ou prendre des mesures conformément à la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs (ou l'équivalent) de TPSGC en vigueur. Ces mesures peuvent comprendre une évaluation de laquelle peut découler l'imposition à l'entrepreneur de conditions qu'il devra respecter pour continuer à faire affaire avec le Canada ou une radiation complète de l'entrepreneur l'empêchant de soumissionner à l'avenir.
- (vi) **Objet des estimations** : Toutes les estimations reproduites dans ce contrat le sont uniquement pour répondre aux besoins administratifs du Canada, et ne constituent pas des engagements de sa part pour ce qui est de l'acquisition de ces biens ou de ces services selon les nombres indiqués. Les engagements pour ce qui est de l'acquisition de biens ou de services aux montants indiqués sont décrits ailleurs dans le contrat.
- (b) **Limitation des dépenses** : Dans le cadre du contrat, la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur ne doit pas dépasser la somme indiquée à la première page du contrat, moins les taxes applicables, selon le cas. En ce qui concerne le montant inscrit à la première page du contrat, les droits de douane sont exclus, et les taxes applicables sont en sus, s'il y a lieu. L'engagement d'acquérir une quantité ou une valeur précise de biens ou de services est décrit ailleurs dans le contrat.
- (i) Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant d'une modification de conception ou d'une modification ou interprétation des spécifications ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces modifications de conception, modifications ou interprétations des spécifications n'aient été approuvées, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrées aux travaux. L'entrepreneur ne doit pas exécuter des travaux ou fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance des fonds :
- (A) lorsque 75 % de la somme est engagée;
 - (B) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat;
 - (C) dès qu'il juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux;
- selon la première condition remplie.
- (ii) Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas automatiquement la responsabilité du Canada à son égard.
- (c) **Modalités de paiement pour les autorisations de tâche avec un prix Maximum** : Pour chaque autorisation de tâche valide émise conformément au contrat et qui comprend un prix maximum :
- (i) Le Canada paiera l'entrepreneur une fois par mois uniquement, conformément à la Base de paiement. L'entrepreneur doit présenter des feuilles de présence pour chaque

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

ressource, indiquant le nombre de jours et d'heures de travail effectué, pour justifier les montants.

- (ii) Une fois que le Canada a payé le prix maximum pour l'AT, le Canada n'aura aucune obligation d'effectuer un autre paiement, mais l'entrepreneur devra achever les travaux décrits dans l'AT, dont l'exécution a été exigée au prix maximum pour l'AT. Si les travaux décrits dans l'AT sont achevés en moins de temps que prévu, et que les heures réellement travaillées (indiquées sur les feuilles de temps) aux taux établis dans le contrat sont inférieures au prix maximum pour l'AT, le Canada a uniquement l'obligation de payer les heures consacrées à l'exécution des travaux liés à cette AT.

(e) **Vérification du temps**

Le Canada pourra vérifier le temps imputé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur, avant ou après avoir payé ce dernier. Dans le cas où l'on effectue la vérification après le paiement, l'entrepreneur s'engage à rembourser le trop-payé dès que le Canada lui en fera la demande.

(f) **Aucune obligation de payer pour des travaux non effectués en raison de la fermeture des bureaux du gouvernement**

- (i) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services en vertu du contrat en raison de l'évacuation et de la fermeture de ces bureaux, et que cette situation les empêche de faire leur travail, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués sans l'évacuation ou la fermeture.
- (ii) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services en vertu du contrat en raison d'une grève ou d'un lock-out, et que cette situation les empêche de faire leur travail, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués s'il avait eu accès aux locaux.

7.9 Instructions relatives à la facturation

- (a) L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément aux renseignements demandés dans les Conditions générales.
- (b) La facture de l'entrepreneur doit comporter un poste pour chaque sous-alinéa de la Base de paiement, et elle doit porter les numéros d'autorisation de tâche applicables.
- (c) En présentant des factures, l'entrepreneur atteste que les produits et services ont été livrés et que tous les frais sont conformes aux dispositions de la Base de paiement du contrat, y compris tous frais pour des travaux effectués par des sous-traitants.
- (d) L'entrepreneur doit remettre au responsable technique l'original ainsi que deux copies de chaque facture, et une copie à l'autorité contractante.

7.10 Attestations

- (a) Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou dans une offre de prix d'AT est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute attestation de la part de l'entrepreneur, ou si l'on constate que l'une des attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprend une fausse déclaration, faite sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

7.11 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

L'entrepreneur comprend et convient que l'entente de mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi conclue avec le Programme du travail de Emploi et Développement social Canada doit

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Amd. No. - N° de la modif. 634eI47064-151237	Buyer ID - Id de l'acheteur 634eI
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237	File No. - N° du dossier 634eI47064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

demeurer valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la « Liste d'admissibilité limitée soumissionner au Programme des contrats frauduleux ». L'imposition d'une telle sanction par Emploi et Développement social Canada peut entraîner l'annulation du contrat.

7.12 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois. **(à remplir au moment de l'attribution du contrat)**

7.13 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste :

- (a) les articles de la convention, ainsi que les différentes clauses du Guide des CCUA qui sont intégrées par renvoi dans ce contrat;
- (b) les conditions générales supplémentaires, selon l'ordre suivant :
 - (i) 4002 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Services d'élaboration ou de modification de logiciels;
 - (ii) 4006 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
- (c) les conditions générales 2035 (2014-09-25);
- (d) L'Annexe A, Énoncé des travaux, y compris ses appendices, comme suit :
 - (i) Appendice A de l'annexe A - Procédure d'attribution de tâches
 - (ii) Appendice B de l'annexe A - Formulaire d'autorisation des tâches
 - (iii) Appendice C de l'annexe A - Tableau de réponse à l'étape de la demande de tâche - Exigences par catégorie de ressource
 - (iv) Appendice D de l'annexe A – Attestations à l'étape de l'autorisation de tâche
- (e) l'Annexe B, Base de paiement;
- (f) L'Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- (g) les autorisations de tâche attribuées de façon officielle et les attestations signées;
- (h) l'arrangement en matière d'approvisionnement numéro EN578-055605/xxx/EI (l'arrangement en matière d'approvisionnement);
- (i) la soumission de l'entrepreneur datée du _____, ou telle que modifiée _____.

7.14 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Clause du Guide des CCUA A2000C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Cette clause ou la suivante (selon que le soumissionnaire retenu est un entrepreneur canadien ou un entrepreneur étranger) fera partie de tout contrat subséquent.

7.14 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

Clause du Guide des CCUA A2001C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

7.15 Exigences en matière d'assurances

(A) Conformité aux exigences en matière d'assurances

- 1 L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurances énoncées dans le présent article. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurances ne dégagera pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.
- 2 Il appartient à l'entrepreneur de décider s'il doit obtenir une assurance supplémentaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur et elle est également souscrite pour son bénéfice et sa protection.
- 3 L'entrepreneur devrait faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance qui met en évidence la couverture d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada et le certificat d'assurance doit confirmer que la police d'assurance conforme avec les exigences est en vigueur. Si le certificat d'assurance n'a pas été complété et fourni tel que demandé, l'autorité contractante en informera l'entrepreneur et fournira à celui-ci un délai dans lequel il peut répondre à l'exigence. Le défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de répondre à l'exigence dans les délais prévus constituera un défaut selon les termes des conditions générales. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

(B) Assurance responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit obtenir et maintenir pour toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et travaux terminés : Blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant de travaux terminés par l'entrepreneur.

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

d. Préjudices personnels : L'avenant devrait inclure notamment la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.

e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.

g. Les employés et, s'il y a lieu les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.

h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable);

i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

l. Responsabilité civile indirecte du maître d'ouvrage ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.

m. Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.

(C) Assurance contre les erreurs et les omissions

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit en aucun cas être inférieure à 1 000 000 \$ par sinistre et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
2. S'il s'agit d'une assurance responsabilité professionnelle sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. Les avenants suivants doivent être compris :

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation.

7.16 Limitation de la responsabilité - gestion de l'information ou technologie de l'information

- (a) Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Dans cet article, chaque fois qu'il est fait mention de dommages causés par l'entrepreneur, cela renvoie également aux dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses mandataires, ses représentants, ou leurs employés. Cet article s'applique, que la réclamation soit fondée contractuellement, sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada en ce qui concerne le rendement ou l'inexécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans cet article et dans tout autre article du contrat pré-établissant des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans cet article, même si l'entrepreneur a été avisé de la possibilité de ces dommages.
- (b) **Responsabilité de la première partie :**
- (i) L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers et consécutifs, causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
 - (A) toute violation des droits de propriété intellectuelle dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »;
 - (B) toute blessure physique, y compris la mort.
 - (ii) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur qui touchent des biens personnels matériels ou des biens immobiliers qui sont la propriété du Canada, en sa possession, ou qui sont occupés par le Canada.
 - (iii) Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité en vertu du contrat. Chaque partie est aussi responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée des secrets industriels de l'autre partie (ou des secrets industriels d'un tiers fournis par une partie à une autre, en vertu du contrat) qui concernent la technologie de l'information.
 - (iv) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cela ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées à l'alinéa (i)(A) susmentionné.
 - (v) L'entrepreneur est aussi responsable envers le Canada de tous les autres dommages directs qui ont été causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
 - (A) tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (y compris toute taxe applicable) pour les biens et les services touchés par le manquement;
 - (B) tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur pour effectuer les travaux lorsque le contrat est résilié en partie ou en totalité par le Canada pour manquement, jusqu'à concurrence d'un maximum global pour ce sous-alinéa (B) du montant le plus élevé entre 0,75 fois le coût total estimatif (le montant indiqué

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services),
ou 1 000 000 \$.

En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'alinéa (v) ne dépassera le montant le plus élevé entre le coût total estimatif (comme défini plus haut) du contrat ou 1 000 000 \$, selon le montant le plus élevé.

- (vi) Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir à ses frais les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et données.

(c) **Réclamations de tiers :**

- (i) Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par la cour comme ayant été la portion des dommages que la partie a causé au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.
- (ii) Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par une cour compétente comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa (i), en ce qui concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada sa portion des dommages que le Canada doit payer à un tiers sur ordre d'une cour, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire relativement à la violation des droits de propriété intellectuelle; de blessures physiques à un tiers, y compris la mort; des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou toute réclamation sur toute portion des travaux; ou du manquement à l'obligation de confidentialité.
- (iii) Les parties sont uniquement responsables l'une devant l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans ce paragraphe (c).

7.17 Entrepreneur - coentreprise

- (a) L'entrepreneur confirme que le nom de la coentreprise est _____ et que cette dernière est constituée des membres suivants:
- (b) En ce qui concerne la relation entre les membres de la coentreprise, chaque membre accepte, déclare et atteste, selon le cas, que :
 - (i) _____ a été nommé comme « membre représentant » de la coentreprise et est pleinement autorisé à intervenir à titre de mandataire de chacun des membres de celle-ci pour ce qui est des questions se rapportant au présent contrat;
 - (ii) en remettant un avis au membre représentant, le Canada sera réputé l'avoir remis à tous les membres de cette coentreprise;
 - (iii) les sommes versées par le Canada au membre représentant en vertu du contrat seront réputées avoir été versées à tous les membres de la coentreprise.

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Amd. No. - N° de la modif. 634eI47064-151237	Buyer ID - Id de l'acheteur 634eI
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237	File No. - N° du dossier 634eI47064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- (c) Les membres de la coentreprise acceptent que le Canada puisse, à sa discrétion, résilier le contrat en cas de différend entre les membres lorsqu'il est d'avis que ce différend nuit à l'exécution des travaux, et ce, de quelque façon que ce soit.
- (d) Les membres de la coentreprise sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables de l'exécution de ce contrat.
- (e) L'entrepreneur reconnaît que toute modification à la composition de la coentreprise (c.-à-d. une modification du nombre de membres ou la substitution d'une autre entité juridique à un membre existant) constitue une cession et est assujettie aux dispositions des Conditions générales.
- (f) L'entrepreneur reconnaît que les exigences contractuelles relatives aux marchandises contrôlées et à la sécurité, le cas échéant, s'appliquent à chaque membre de la coentreprise.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Supprimer la présente clause si le soumissionnaire à qui le contrat est attribué n'est pas une coentreprise. Si l'entrepreneur est une coentreprise, la présente clause doit être remplie au moyen des renseignements fournis dans sa soumission.

7.18 Services professionnels - général

- (a) L'entrepreneur doit fournir des services professionnels « sur demande », tels qu'ils sont précisés dans ce contrat. Toutes les ressources fournies par l'entrepreneur doivent satisfaire aux exigences décrites dans le contrat (notamment celles relatives à l'expérience, aux titres professionnels, aux études, aux aptitudes linguistiques et à la cote de sécurité) et être capables de fournir les services exigés selon les échéances précisées dans le contrat.
- (b) Si l'entrepreneur ne livre pas les produits livrables ou n'effectue pas les tâches décrites dans le contrat dans les délais prescrits, en plus de ne pas se conformer à tout autre droit ou recours dont le Canada peut se prévaloir en vertu du contrat ou de la loi, le Canada peut informer l'entrepreneur du manquement et peut exiger que ce dernier fournisse au responsable technique, dans les dix (10) jours ouvrables, un plan écrit décrivant les mesures que l'entrepreneur entend prendre pour remédier au problème. L'entrepreneur doit préparer le plan et le mettre en œuvre à ses frais.
- (c) Dans les Conditions générales 2035, la section intitulée « Remplacement d'individus spécifiques » est supprimée et remplacée par ce qui suit :

Remplacement d'individus spécifiques

- (i) Si l'entrepreneur ne peut fournir les services d'une personne en particulier désignée dans le contrat pour exécuter les travaux, il doit, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant le départ de la ressource existante (ou si le Canada en a demandé le remplacement, dans les dix [10] jours ouvrables suivant la remise d'un avis à cet effet) fournir à l'autorité contractante ce qui suit :
 - (A) le nom, les qualifications et l'expérience d'un remplaçant proposé disponible immédiatement;
 - (B) des renseignements de sécurité sur le remplaçant proposé, comme il est exigé par le Canada, le cas échéant.

Les qualifications et l'expérience du remplaçant doivent correspondre à la note obtenue par la ressource initiale ou la dépasser.
- (ii) Sous réserve d'un retard justifiable, lorsque le Canada constate qu'une personne désignée dans le contrat pour fournir les services n'a pas été mise à disposition ou ne réalise pas les travaux, l'autorité contractante peut choisir :
 - (A) de revendiquer les droits du Canada ou d'exercer un recours en vertu du contrat ou de la loi, y compris de résilier le contrat pour manquement, en vertu de l'article intitulé « Manquement de la part de l'entrepreneur »;

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

- (B) d'évaluer les renseignements fournis en (c)(i) ci-dessus ou, s'ils n'ont pas encore été fournis, d'exiger que l'entrepreneur propose un remplaçant que le responsable technique devra évaluer. Les compétences et l'expérience du remplaçant doivent correspondre à la note obtenue par la ressource initiale ou la dépasser, et le remplaçant doit être acceptable pour le Canada. À la suite de l'évaluation du remplaçant, le Canada peut accepter ce dernier, revendiquer les droits mentionnés en (ii)(A) ci-dessus ou exiger que l'entrepreneur propose un autre remplaçant après avoir donné un préavis de cinq (5) jours ouvrables.

Lorsqu'un retard justifiable s'applique, le Canada peut choisir l'option décrite en (c)(ii)(B) ci-dessus plutôt que de résilier le contrat en vertu de l'article intitulé « Retard justifiable ». La non-disponibilité d'une ressource en raison d'une affectation à un autre contrat ou projet (y compris les contrats ou projets effectués pour le compte du Canada) exécuté par l'entrepreneur ou l'une de ses sociétés affiliées ne constitue pas un retard justifiable.

- (iii) L'entrepreneur ne doit jamais permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'une ressource cesse d'exécuter les travaux. Dans ce cas, l'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'une ressource cesse d'exécuter les travaux ne relève pas l'entrepreneur de sa responsabilité de satisfaire aux exigences du contrat.
- (iv) Les obligations énoncées dans le présent article s'appliquent en dépit des changements que le Canada pourrait avoir apportés au contexte opérationnel du client.

7.19 Préservation des supports électroniques

- (a) Avant de les utiliser sur l'équipement du Canada ou de les envoyer au Canada, l'entrepreneur doit utiliser un produit régulièrement mis à jour pour balayer les supports électroniques utilisés pour exécuter les travaux afin de s'assurer qu'ils ne contiennent aucun virus informatique ou code malveillant. L'entrepreneur doit informer aussitôt le Canada si un support électronique utilisé pour les travaux renferme des virus informatiques ou autres codes malveillants.
- (b) Si des renseignements ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus pendant que l'entrepreneur en a la garde ou en tout temps avant qu'ils ne soient remis au Canada conformément au contrat, l'entrepreneur doit les remplacer immédiatement à ses frais.

7.20 Déclarations et garanties

Dans sa soumission, l'entrepreneur a fait des déclarations à propos de son expérience et de son expertise, et de celles du personnel qu'il propose, ce qui a donné lieu à l'attribution du contrat et à l'attribution des AT. L'entrepreneur déclare et certifie que toutes ces déclarations sont véridiques et reconnaît que le Canada s'est fondé sur ces déclarations pour lui attribuer le contrat [et lui assigner des travaux par l'intermédiaire des AT. De plus, l'entrepreneur déclare et certifie qu'il a, et qu'il aura pendant la durée du contrat, ainsi que tout le personnel et les sous-traitants qui effectueront les travaux, les compétences, l'expérience et l'expertise nécessaires pour mener à bien les travaux conformément au contrat et qu'il a (ainsi que le personnel et les sous-traitants) déjà rendu de pareils services à d'autres clients.

7.21 Accès aux biens et aux installations du Canada

Les biens, les installations, le matériel, la documentation et le personnel du Canada ne sont pas forcément mis automatiquement à la disposition de l'entrepreneur. S'il veut y avoir accès, il doit en faire la demande au responsable technique. Sauf indication contraire à cet effet dans le contrat, le Canada n'est pas tenu de fournir à l'entrepreneur l'une ou l'autre des ressources précitées. Si le Canada choisit, à sa discrétion, de mettre ses installations, son matériel, sa documentation et son personnel à la disposition de l'entrepreneur pour effectuer les travaux, il peut exiger une modification de la Base de paiement, et des exigences supplémentaires en matière de sécurité peuvent s'appliquer.

7.22 Services de transition à la fin du contrat

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

L'entrepreneur convient que, durant la période menant à la fin du contrat et jusqu'à un maximum de trois mois subséquents, il déploiera tous les efforts raisonnables pour aider le Canada pendant la transition entre ce contrat et le nouveau contrat conclu avec le nouvel entrepreneur. L'entrepreneur convient qu'aucuns frais ne seront facturés pour ces services.

7.23 Responsabilités relatives au protocole d'identification

L'entrepreneur doit s'assurer que chacun de ses agents, représentants ou sous-traitants (appelés ci-après représentants de l'entrepreneur) respectent les exigences d'auto-identification suivantes :

- (a) Les représentants de l'entrepreneur qui assistent à une réunion du gouvernement du Canada à l'intérieur ou à l'extérieur de bureaux du Canada doivent indiquer qu'ils représentent l'entrepreneur avant le début de la réunion pour s'assurer que chaque participant à la réunion est au courant de sa situation;
- (b) Pendant l'exécution de tout travail sur un site du gouvernement du Canada, chaque représentant de l'entrepreneur doit être clairement identifié comme tel, et ce, en tout temps;
- (c) Si un représentant de l'entrepreneur doit utiliser le système de courriel du gouvernement du Canada dans le cadre de l'exécution des travaux, il doit clairement s'identifier comme étant un agent ou un sous-traitant de l'entrepreneur dans le bloc de signature de tous les messages électroniques qu'il enverra ainsi que dans la section « Propriété ». De plus, ce protocole d'identification doit être utilisé pour toute autre correspondance, communication et documentation;
- (d) Si le Canada détermine que l'entrepreneur a contrevenu à n'importe laquelle de ses obligations en vertu du présent article, l'entrepreneur doit, sur réception d'un avis écrit du Canada, présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura 5 jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et 20 jours ouvrables pour corriger la source du problème.
- (e) En plus de tous ses autres droits dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur ne respecte pas les mesures correctives décrites ci-dessus.

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

ANNEXE A ÉNONCÉ DES TRAVAUX

TITRE

Architectes de la technologie de niveau 3

CONTEXTE

L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) a fondé l'équipe de surveillance des applications et de l'infrastructure (ESAI) afin de fournir des environnements de TI qui répondent aux besoins des utilisateurs internes et externes (Service continu). Avant de créer l'ESAI, l'ASFC n'avait pas de ressources dédiées affectées à la gestion des exigences en matière de surveillance des applications. Conséquemment, la surveillance des applications n'était pas uniforme et seules quelques équipes des applications recevaient des alertes. Il est important de noter qu'en cas d'incident causant une interruption des services, il faut résoudre rapidement le problème. Le Système intégré des douanes (SID) comporte de nombreuses applications essentielles à la mission (LIPI Aérien, LIPI Autoroutes, SIPAX et TITAN) qui fonctionnent en tout temps. L'ESAI offrira une approche proactive en matière de stabilité des applications et de l'infrastructure par la surveillance des principales composantes. La surveillance permettra d'accélérer le processus de résolution des incidents et pourrait aider à la prévention des incidents par l'envoi d'alertes lorsque les composantes commencent à se dégrader.

OBJECTIF

Les principaux objectifs de l'ESAI sont de mettre en œuvre et de prendre en charge une solution de surveillance qui améliorera le temps de reprise des services de TI, en appui aux exigences opérationnelles essentielles énoncées en matière de temps de reprise et des objectifs de point de rétablissement.

PORTÉE DES TRAVAUX

L'ASFC, plus particulièrement l'ESAI, a besoin de services de professionnels de l'informatique fournis par une équipe d'au plus cinq architectes de la technologie de niveau 3 sur demande au moyen de l'émission d'autorisations de tâches. L'ASFC requiert la mise en œuvre d'outils de surveillance et l'élaboration et la mise à l'essai d'exigences pour toutes les opérations de production et de soutien à la production requises dans le cadre de la prestation des services opérationnels essentiels. En tant que deuxième produit livrable, les fonctions de surveillances sont aussi requises pendant la préproduction afin de déterminer le rendement et la qualité des versions.

TÂCHES

Les tâches incluent notamment les suivantes :

Architecte de la technologie (développeur de systèmes)

- Fournir des conseils et des recommandations en matière d'ingénierie, d'essais et de mise en œuvre au responsable technique le cas échéant.
- Préparer des exposés sur les stratégies d'ingénierie, la prise en charge des infrastructures et la mise en œuvre des plans et les présenter.
- Offrir des conseils et des recommandations sur la mise en œuvre de l'architecture de diffusion des applications en quatre phases.
- Formuler des conseils et des recommandations à l'appui du personnel au sujet des configurations actuelle et ultérieure de la plateforme.
- Créer et prendre en charge de scripts CA Introscope pour recueillir des paramètres qui seront utilisés aux fins de la surveillance.

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

Architecte de la technologie (ingénieur de systèmes)

- Fournir des conseils et des recommandations en matière d'ingénierie, d'essais et de mise en œuvre au responsable technique le cas échéant;
- Faire correspondre les mécanismes de surveillance des secteurs d'activité actuels et à venir des sous-systèmes et des applications.
- Faire correspondre les mécanismes de surveillance des plateformes d'infrastructure et des technologies sous-jacentes actuelles et à venir.
- Faire correspondre les mécanismes de surveillance aux composantes de connectivité du réseau et aux opérations système-à-système externes.
- Analyser les changements afin de mettre en évidence les modifications requises des configurations d'automatisation en fonction du renouvellement continu.

Architecte de la technologie (aligneur de plateformes)

- Offrir des conseils et des recommandations sur la mise en œuvre de technologies de surveillance dans l'architecture de diffusion des applications en quatre phases de l'ASFC.
- Préparer des exposés sur les stratégies d'essai et de surveillance, la prise en charge des infrastructures et la mise en œuvre des plans et les présenter.
- Analyser et mettre en œuvre les changements au script découlant des modifications nécessaires à la surveillance.
- Mener des séances conjointes avec le fournisseur des services d'infrastructure afin de présenter l'état des initiatives, de mettre en évidence les risques et de fournir des stratégies d'atténuation, de résoudre des problèmes et d'assurer des communications et une mise en œuvre efficaces.
- Faire correspondre toutes les composantes et modéliser progressivement les états actuel et final.
- Planifier les activités courantes, la convergence et les stratégies de mise en œuvre.
- Harmoniser les concepts de gestion des problèmes et des incidents et de rétablissement du centre des données avec la surveillance.

PRODUITS LIVRABLES

- Fournir au responsable technique des rapports hebdomadaires en format MS Word détaillant l'état des tâches assignées.

EXPOSÉS ET RÉUNIONS

- Les présentations doivent être créées et enregistrées en format PowerPoint ou Word.
- Les exposés sont présentés dans les salles de conférences de l'ASFC et des copies papier du matériel doivent être fournies à tous les participants.
- Les réunions se tiendront dans les salles de conférence, selon les besoins du responsable technique.

ENVIRONNEMENT TECHNIQUE

Le SID est une gamme de services Web sur trois niveaux à l'échelle de l'entreprise services qui répond aux spécifications suivantes :

- Développée au moyen de Rational Software Architect d'IBM, l'unité a été testée au moyen de Websphere Test Environment.
- Les versions sont conçues au moyen de SubVersion et groupées avec ANT/CruiseControl.
- Il est principalement exécuté sur un serveur d'applications IBM WebSphere en grappes existant (plateforme z/OS) et il est en partie exécuté sur Oracle WebLogic actif-actif (plateformes RedHat et Solaris).

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

- La couche de données est principalement prise en charge par des groupes de partage de données DB2 sous z/OS et elle est partiellement prise en charge par DB2 LUW HADR sous RedHat et Solaris (utilisation de JDBC pour la connectivité).
- Utilisation des services de messagerie MQ.

LANGUE DE TRAVAIL

Tous les travaux doivent être réalisés en anglais.

EXIGENCES EN MATIÈRE DE DÉPLACEMENT

Il n'y a pas de dépenses de déplacement associées à ce besoin.

LIEU DES TRAVAUX

Le travail doit être exécuté dans les locaux de l'ASFC dans la RCN.

APPENDICE A DE L'ANNEXE A

PROCÉDURE D'ATTRIBUTION DE TÂCHES

1. Lorsqu'un besoin relatif à une tâche précise est identifié, une ébauche de formulaire d'autorisation de tâche (formulaire d'AT), qui figure à l'Appendice B de l'annexe A, doit être fournie à l'entrepreneur conformément à la méthodologie d'attribution énoncée dans l'article du contrat intitulé «Attribution d'autorisation de tâche». Lorsqu'il reçoit un formulaire d'AT, l'entrepreneur doit soumettre au responsable technique son offre de prix pour les catégories de ressources demandées d'après les renseignements contenus dans le formulaire d'AT. L'offre de prix doit être signée et envoyée au Canada dans le délai de réponse précisé dans le formulaire d'AT. L'entrepreneur disposera d'un délai d'au moins 48 heures pour présenter son offre de prix.
2. L'entrepreneur doit fournir un curriculum vitæ ainsi que les renseignements relatifs à l'attestation de sécurité demandée pour chaque ressource proposée, et doit remplir les tableaux de réponse à l'Appendice C de l'annexe A qui portent sur les catégories de ressources indiquées dans l'AT. La même personne ne peut être proposée pour plus d'une catégorie de ressources. Les curriculum vitæ devraient montrer que chaque personne proposée répond aux exigences décrites en matière de qualification (y compris les exigences en matière d'études, d'expérience de travail et d'accréditation professionnelle) :
 - (A) Les ressources proposées peuvent être des employés de l'entrepreneur ou des employés d'un sous-traitant, ou des entrepreneurs indépendants auxquels l'entrepreneur confierait une partie du travail en sous-traitance. (Veuillez consulter l'appendice D de l'annexe A, Attestations.)
 - (B) En ce qui concerne les exigences en matière d'études touchant un grade, un titre ou un certificat en particulier, le Canada ne tiendra compte que des programmes d'études ayant été réussis par la ressource avant la date d'émission de l'ébauche de l'AT à l'entrepreneur.
 - (C) Pour les exigences relatives aux titres professionnels, la ressource doit détenir le titre ou l'accréditation exigé à la publication de l'ébauche de TA et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l'organisme professionnel en question pendant la période d'évaluation et la durée du contrat. Lorsque l'affiliation ou le titre professionnel doit être démontré au moyen d'une certification ou d'un diplôme, ce document doit être actuel, valide et émis par l'entité précisée dans le présent contrat. Si l'entité n'est pas précisée, l'émetteur devait être une entité, un organisme ou un établissement reconnu ou accrédité au moment où le document a été produit.
 - (D) En ce qui concerne l'expérience de travail, le Canada ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'expérience acquise dans le cadre d'un programme coopératif officiel dans un établissement postsecondaire.
 - (E) Pour les exigences qui demandent un nombre précis d'années d'expérience (p. ex., 2 ans), le Canada ne tiendra pas compte de cette expérience si le curriculum vitae ne donne pas les dates précises (le mois et l'année) de l'expérience alléguée (c.-à-d., la date de début et la date de fin). Le Canada n'évaluera que la période au cours de laquelle la ressource a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée par la ressource jusqu'à la date de fin, plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la ressource a participé).
 - (F) Le curriculum vitæ ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience nécessaire en expliquant les responsabilités et les tâches effectuées à ce poste. Le fait d'énumérer simplement l'expérience en ne fournissant aucune donnée à l'appui pour décrire les responsabilités et les tâches ainsi que leur pertinence par rapport aux exigences, ou le fait de réutiliser les mêmes expressions que le formulaire d'AT, ne sera pas considéré comme la «preuve» d'une expérience aux fins de cette évaluation. L'entrepreneur devrait fournir des détails complets concernant le lieu, les dates (le mois et l'année) et les activités ou

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

responsabilités qui ont permis d'acquérir les qualifications et l'expérience citées. Advenant que la ressource proposée ait travaillé en même temps sur plus d'un projet, la durée de la période de chevauchement de ces projets ne sera prise en considération qu'une seule fois lors de l'évaluation de l'expérience.

3. On évaluera les qualifications et l'expérience des ressources proposées par rapport aux exigences établies à l'appendice C de l'annexe A, afin de déterminer si ces ressources satisfont aux critères obligatoires et cotés. Le Canada peut exiger une preuve selon laquelle la ressource proposée a suivi avec succès une formation officielle, ainsi que des références. Le Canada peut effectuer un contrôle des références pour vérifier l'exactitude des renseignements fournis. Le cas échéant, ce contrôle sera fait par courriel (sauf si la personne citée en référence n'est accessible que par téléphone). Le Canada n'attribuera aucun point à l'entrepreneur ou considérera qu'un critère obligatoire n'est pas satisfait s'il ne reçoit pas de réponse dans les cinq (5) jours ouvrables. Le troisième jour après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en informera le soumissionnaire par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'il faut répondre au Canada dans le délai de cinq jours prescrit. Si les renseignements fournis par une personne citée en référence diffèrent des renseignements fournis par l'entrepreneur, les renseignements fournis par la personne citée en référence seront les renseignements évalués. On n'accordera aucun point à l'entrepreneur ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client cité en référence n'est pas un client de l'entrepreneur lui-même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale de l'entrepreneur). De même, on n'accordera aucun point à l'entrepreneur ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a un lien de dépendance avec l'entrepreneur. Des références de l'État seront acceptées.
4. Pendant l'évaluation des ressources proposées, si les références de deux ressources ou plus nécessaires dans le cadre de l'AT ne fournissent pas de réponse ou ne justifient pas les qualifications exigées pour la prestation des services requis, l'autorité contractante peut déclarer l'offre de prix irrecevable.
5. Seules les offres qui respectent tous les critères obligatoires seront évaluées dans le cadre des critères cotés. Chaque ressource proposée doit obtenir une note minimale requise pour les critères cotés pour la catégorie de ressource applicable. Si la note d'une ressource proposée est inférieure à la note requise, l'offre de prix de l'entrepreneur sera jugée irrecevable.
6. Dès que l'offre de prix aura été acceptée par le responsable technique, le formulaire d'AT sera signé par le Canada et envoyé à l'entrepreneur, qui devra le signer. Le formulaire d'AT doit être dûment signé par le Canada avant le début des travaux. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'après avoir reçu un formulaire d'AT (l'autorisation de tâche) approuvé. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans formulaire d'AT le seront à ses risques.

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Amd. No. - N° de la modif. 634eI47064-151237	Buyer ID - Id de l'acheteur 634eI
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237	File No. - N° du dossier 634eI47064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

APPENDICE B DE L'ANNEXE A

FORMULAIRE D'ACCEPTATION ET D'AUTORISATION DE TÂCHE				
ENTREPRENEUR :		NUMÉRO DU CONTRAT :		
N° D'ENGAGEMENT :		CODE FINANCIER :		
N° D'AUTORISATION DE TÂCHE (MODIFICATION) :		DATE D'ÉMISSION :		RÉPONSE AU PLUS TARD LE :
1. ÉNONCÉ DES TRAVAUX (ACTIVITÉS, ATTESTATIONS ET LIVRABLES)				
EN ANNEXE ÉNONCÉ DES TRAVAUX ET ATTESTATIONS REQUISES :				
2. PÉRIODE DES SERVICES :		DATE (Du) :		DATE (Au) :
3. EMBLACEMENT DES TRAVAUX :				
4. EXIGENCES DE DÉPLACEMENT :				
5. EXIGENCES LINGUISTIQUES :				
6. AUTRES CONDITIONS/CONTRAINTES :				
7. NIVEAU D'ATTESTATION DE SÉCURITÉ EXIGÉ POUR LE PERSONNEL DE L'ENTREPRENEUR :				
8. RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR :				
CATÉGORIE ET NOM DE LA RESSOURCE PROPOSÉE	NUMÉRO DE DOSSIER DE SÉCURITÉ DE TPSGC	TAUX QUOTIDIEN	NOMBRE ESTIMATIF DE JOURS	Coût TOTAL
			Coût ESTIMATIF	
			TPS/TVH	
			TOTAL DU Coût DE MAIN-D'ŒUVRE	
			TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SUBSISTANCE	
PRIX FERME OU PRIX MAXIMUM DE L'AT				
9. SIGNATURE DE L'ENTREPRENEUR				
Nom, titre et signature de la personne autorisée à signer au nom de l'entrepreneur (en caractères d'imprimerie)		Signature : _____ Date : _____		
10. APPROBATION - POUVOIR DE SIGNATURE				
Signature (client) Nom, titre et signature de la personne autorisée à signer:		Signature (TPSGC)		

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

Responsable technique : _____

Date : _____

Autorité contractante¹: _____

Date : _____

¹Signature requise pour les projets d'une valeur 250 000 \$ ou plus, TPS incluse.

Vous êtes tenu de vendre à sa Majesté la Reine du chef du Canada, conformément aux modalités établies ou mentionnées dans la présente ou ci-jointes, les services énumérés dans la présente et dans les documents ci-joints, aux prix établis.

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Amd. No. - N° de la modif. 634el	Buyer ID - Id de l'acheteur 634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237	File No. - N° du dossier 634el47064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

APPENDICE C DE L'ANNEXE A

CRITÈRES D'ÉVALUATION DES RESSOURCES ET TABLEAU DE RÉPONSE

Pour faciliter l'évaluation des ressources, les entrepreneurs doivent préparer et soumettre leur réponse à une autorisation de tâche en utilisant les tableaux fournis dans la présente annexe. Aux fins de l'établissement des grilles de ressources, les soumissionnaires devraient fournir des renseignements précis démontrant le respect des critères établis et un renvoi au numéro de page approprié du curriculum vitæ, de façon à ce que l'évaluateur puisse vérifier ces renseignements. Les tableaux ne devraient pas renfermer toutes les données du projet provenant du curriculum vitæ. Seule la réponse demandée devrait être fournie.

1.0 Exigences obligatoires concernant les ressources:

ARCHITECTE DE LA TECHNOLOGIE (DÉVELOPPEUR DE SYSTÈMES) EXIGENCES OBLIGATOIRES

#	Exigence obligatoire	Conforme / non conforme	Réponse de l'entrepreneur (indiquer à quel endroit le CV corrobore l'affirmation)
O1	<p>La ressource proposée doit posséder au moins dix ans d'expérience combinée dans la prestation de soutien de la mise en œuvre et du débogage aux utilisateurs de projets essentiels¹ à disponibilité élevée² au sein d'environnements de TI de grande envergure³.</p> <p>¹ Essentiel est défini comme une fonction qui assure la prestation des compétences de base de l'organisation (c.-à-d. que les utilisateurs finaux ne peuvent pas remplir leur mandat sans ce service).</p> <p>² Par disponibilité élevée, on entend une disponibilité de 99,5 % aux utilisateurs, avec un maximum de 3,6 heures combinées par mois d'interruptions prévues et imprévues.</p> <p>³ On désigne par environnement de TI de grande envergure au moins 100 membres du personnel liés au projet et un projet d'une valeur de cinq millions de dollars ou plus.</p>		
O2	<p>La ressource proposée doit avoir au moins six (6) ans d'expérience, acquise au cours des huit années qui ont précédé la date de publication de la présente demande de soumissions du respect des pratiques de gestion des</p>		

#	Exigence obligatoire	Conforme / non conforme	Réponse de l'entrepreneur (indiquer à quel endroit le CV corrobore l'affirmation)
	risques et du changement dans des environnements de TI complexes ¹ . ¹ On entend par environnement de TI complexe des cycles de lancement requérant des laboratoires qui dépendent de l'intégration de systèmes interplateformes, de la connexion avec des partenaires externes et de cycles de mise à jour de l'infrastructure continus.		
O3	La ressource proposée doit avoir au moins cinq (5) ans d'expérience, acquise au cours des huit années qui ont précédé la date de publication de la présente demande de soumissions de la prise en charge d'un environnement WebSphere sous z/OS, notamment dans les environnements d'exploration ou de certification, de développement, de transition et de soutien à la production, chacun comportant des serveurs d'applications, des bases de données et une connectivité aux systèmes partenaires qui lui sont propres.		
O4	La ressource proposée doit posséder au moins quatre ans d'expérience combinée dans le développement et la prise en charge de serveurs d'applications WebSphere sous les services système Unix (USS) dans un environnement z/OS.		
O5	La ressource proposée doit posséder au moins quatre ans d'expérience combinée de l'utilisation de CA-Wily Introscope pour profiler et prendre en charge les systèmes de production.		

ARCHITECTE DE LA TECHNOLOGIE (INGÉNIEUR DE SYSTÈMES) EXIGENCES OBLIGATOIRES

#	Exigence obligatoire	Conforme / non conforme	Réponse de l'entrepreneur (indiquer à quel endroit le CV corrobore l'affirmation)
O1	La ressource proposée doit posséder au moins dix ans d'expérience combinée dans la prestation de soutien de		

#	Exigence obligatoire	Conforme / non conforme	Réponse de l'entrepreneur (indiquer à quel endroit le CV corrobore l'affirmation)
	<p>la mise en œuvre et du débogage aux utilisateurs de projets essentiels¹ à disponibilité élevée² au sein d'environnements de TI de grande envergure³.</p> <p>¹ Essentiel est défini comme une fonction qui assure la prestation des compétences de base de l'organisation (c.-à-d. que les utilisateurs finaux ne peuvent pas remplir leur mandat sans ce service).</p> <p>² Par disponibilité élevée, on entend une disponibilité de 99,5 % aux utilisateurs, avec un maximum de 3,6 heures combinées par mois d'interruptions prévues et imprévues.</p> <p>³ On désigne par environnement de TI de grande envergure au moins 100 membres du personnel liés au projet et un projet d'une valeur de cinq millions de dollars ou plus.</p>		
O2	<p>La ressource proposée doit avoir au moins six (6) ans d'expérience, acquise au cours des huit années qui ont précédé la date de publication de la présente demande de soumissions du respect des pratiques de gestion des risques et du changement dans des environnements de TI complexes¹.</p> <p>¹ On entend par environnement de TI complexe des cycles de lancement requérant des laboratoires qui dépendent de l'intégration de systèmes interplateformes, de la connexion avec des partenaires externes et de cycles de mise à jour de l'infrastructure continus.</p>		
O3	<p>La ressource proposée doit avoir au moins cinq (5) ans d'expérience, acquise au cours des huit années qui ont précédé la date de publication de la présente demande de soumissions de la prise en charge d'un environnement WebSphere sous z/OS, notamment dans les environnements d'exploration ou de certification, de développement, de transition et de soutien à la production, chacun comportant des serveurs d'applications, des bases</p>		

#	Exigence obligatoire	Conforme / non conforme	Réponse de l'entrepreneur (indiquer à quel endroit le CV corrobore l'affirmation)
	de données et une connectivité aux systèmes partenaires qui lui sont propres.		
O4	La ressource proposée doit posséder au moins quatre ans d'expérience dans l'ingénierie et le dépannage de serveurs d'applications WebSphere sous les services système Unix (USS) dans un environnement z/OS.		
O5	La ressource proposée doit posséder au moins quatre ans d'expérience dans l'ingénierie et le dépannage de l'intégration des opérations de systèmes transactionnels de secteurs d'activité interplateformes ¹ . ¹ Interplateformes est défini comme l'intégration requise entre deux parties d'une opération de système de secteur d'activité exécutées sur différents systèmes d'exploitation (certaines opérations de l'ASFC s'exécutent sous Windows, RedHat, Solaris et z/OS).		

ARCHITECTE DE LA TECHNOLOGIE (ALIGNEUR DE PLATEFORMES) EXIGENCES OBLIGATOIRES

#	Exigence obligatoire	Conforme / non conforme	Réponse de l'entrepreneur (indiquer à quel endroit le CV corrobore l'affirmation)
O1	La ressource proposée doit posséder au moins dix ans d'expérience combinée dans la prestation de soutien de la mise en œuvre et du débogage aux utilisateurs de projets essentiels ¹ à disponibilité élevée ² au sein d'environnements de TI de grande envergure ³ . ¹ Essentiel est défini comme une fonction qui assure la prestation des compétences de base de l'organisation (c.-à-d. que les utilisateurs finaux ne peuvent pas remplir leur mandat sans ce service).		

#	Exigence obligatoire	Conforme / non conforme	Réponse de l'entrepreneur (indiquer à quel endroit le CV corrobore l'affirmation)
	<p>² Par disponibilité élevée, on entend une disponibilité de 99,5 % aux utilisateurs, avec un maximum de 3,6 heures combinées par mois d'interruptions prévues et imprévues.</p> <p>³ On désigne par environnement de TI de grande envergure au moins 100 membres du personnel liés au projet et un projet d'une valeur de cinq millions de dollars ou plus.</p>		
O2	<p>La ressource proposée doit avoir au moins six (6) ans d'expérience, acquise au cours des huit années qui ont précédé la date de publication de la présente demande de soumissions du respect des pratiques de gestion des risques et du changement dans des environnements de TI complexes¹.</p> <p>¹ On entend par environnement de TI complexe des cycles de lancement requérant des laboratoires qui dépendent de l'intégration de systèmes interplateformes, de la connexion avec des partenaires externes et de cycles de mise à jour de l'infrastructure continus.</p>		
O3	<p>La ressource proposée doit avoir au moins cinq (5) ans d'expérience, acquise au cours des huit années qui ont précédé la date de publication de la présente demande de soumissions de la prise en charge d'un environnement WebSphere sous z/OS, notamment dans les environnements d'exploration ou de certification, de développement, de transition et de soutien à la production, chacun comportant des serveurs d'applications, des bases de données et une connectivité aux systèmes partenaires qui lui sont propres.</p>		
O4	<p>La ressource proposée doit posséder au moins quatre ans d'expérience dans la création de modèles de conception détaillés pour des « piles » technologiques associées aux serveurs d'applications WebSphere sous les services système Unix (USS) dans un environnement z/OS.</p>		
O5	<p>La ressource proposée doit posséder au moins quatre ans d'expérience de la préparation de stratégies de mise en</p>		

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237	File No. - N° du dossier 634el47064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

#	Exigence obligatoire	Conforme / non conforme	Réponse de l'entrepreneur (indiquer à quel endroit le CV corrobore l'affirmation)
	<p>œuvre pour les opérations de systèmes transactionnels de secteurs d'activité interplateformes¹.</p> <p>¹ Interplateformes est défini comme l'intégration requise entre deux parties d'une opération de système de secteur d'activité exécutées sur différents systèmes d'exploitation (certaines opérations de l'ASFC s'exécutent sous Windows, RedHat, Solaris et z/OS).</p>		
O6	La ressource proposée doit posséder au moins quatre ans d'expérience de la conversion d'exigences non fonctionnelles en exigences fonctionnelles, puis de la coordination des produits livrables liés à l'infrastructure.		

Solicitation No. - N° de l'invitation
47064-151237/A

Amd. No. - N° de la modif.
634el

Buyer ID - Id de l'acheteur
634el

Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000321237

File No. - N° du dossier
634el47064-151237

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

2.0 Critères d'évaluation cotés concernant les ressources:

ARCHITECTE DE LA TECHNOLOGIE (DÉVELOPPEUR DE SYSTÈMES) CRITÈRES COTÉS

#	Critère coté	Directives d'évaluation	Note maximale	Autoévaluation de l'entrepreneur	Réponse de l'entrepreneur (expliquer comment les points sont obtenus et inclure un renvoi vers la section pertinente du curriculum vitae)
C1	La ressource proposée possède de l'expérience excédant le minimum requis d'au moins quatre ans, conformément au critère O1 ci-dessus : « expérience combinée dans le développement et la prise en charge de serveurs d'applications WebSphere sous les services système Unix (USS) dans un environnement z/OS. »	4+ à 5 ans = 5 points 5+ à 6 ans = 10 points 6+ ans = 15 points	15		Donner une description et indiquer où dans le curriculum vitae se trouve l'information pertinente.
C2	La ressource proposée possède au moins trois ans d'expérience combinée dans le développement ou la maintenance (ou les deux) d'applications et de services JAVA essentiels ¹ à disponibilité élevée ² sur des ordinateurs centraux z/OS. ¹ Essentiel est défini comme une fonction qui assure la prestation des compétences de base de l'organisation (c.-à-d. que les utilisateurs finaux ne peuvent pas remplir leur mandat sans ce service). ² Par disponibilité élevée, on entend une disponibilité de 99,5 % aux utilisateurs, avec un maximum de 3,6 heures combinées par mois d'interruptions prévues et imprévues.	3 à 4 ans = 5 points 4+ ans à 5 ans = 10 points 5+ ans à 6 ans = 15 points 6+ ans = 20 points	20		
C3	La ressource proposée possède au	10 points par fonction	30		

#	Critère coté	Directives d'évaluation	Note maximale	Autoévaluation de l'entrepreneur	Réponse de l'entrepreneur (expliquer comment les points sont obtenus et inclure un renvoi vers la section pertinente du curriculum vitae)
	moins quatre ans d'expérience de l'utilisation de CA-Wily Introscope dans les scénarios suivants : 1. profilage d'applications; 2. surveillance du seuil au moyen du poste de travail de ligne de commande; 3. suivi des transactions.	(10 x 3 = 30)			
C4	1. La ressource proposée possède au moins deux ans d'expérience combinée du développement et de la maintenance des technologies des ordinateurs centraux suivantes : 1. scripts JCL; 2. services système Unix; 3. SPUFI pour DB2; et 4. analyse de l'image mémoire.	5 points par technologie d'ordinateur central (5 x 4 = 20)	20		
C5	1. La ressource proposée possède au moins deux ans d'expérience de la mise en œuvre d'une version d'application conformément aux phases suivantes : • expérience combinée de chacun des éléments suivants : environnements de certification, de développement, de transition et de soutien à la production avec des bases de données distinctes; • environnements ayant des interfaces de partenaire externe distinctes et dédiées.	5 points seront accordés pour chaque puce, pour un maximum de 10 points	10		
	Nombre total de points		95		
	Note de passage		67		

ARCHITECTE DE LA TECHNOLOGIE (INGÉNIEUR DE SYSTÈMES) CRITÈRES COTÉS

#	Critère coté	Directives d'évaluation	Note maximale	Autoévaluation de l'entrepreneur	Réponse de l'entrepreneur (expliquer comment les points sont obtenus et inclure un renvoi vers la section pertinente du curriculum vitae)
C1	La ressource proposée possède de l'expérience excédant le minimum requis d'au moins quatre ans, conformément au critère O5 ci-dessus : « expérience combinée de l'ingénierie et du dépannage de l'intégration des opérations de systèmes transactionnels de secteurs d'activité interplateformes ¹ . » ¹ Interplateformes est défini comme l'intégration requise entre deux parties d'une opération de système de secteur d'activité exécutées sur différents systèmes d'exploitation (certaines opérations de l'ASFC s'exécutent sous Windows, RedHat, Solaris et z/OS).	4+ à 5 ans = 5 points 5+ ans à 6 ans = 10 points 6+ ans à 7 ans = 15 points 7+ ans = 20 points	20		Donner une description et indiquer où dans le curriculum vitae se trouve l'information pertinente.
C2	La ressource proposée possède au moins trois ans d'expérience combinée dans l'ingénierie et le dépannage d'applications et de services JAVA essentiels ¹ à disponibilité élevée ² sur des ordinateurs centraux z/OS. ¹ Essentiel est défini comme une fonction qui assure la prestation des compétences de base de l'organisation (c.-à-d. que les	3 à 4 ans = 5 points 4+ ans à 5 ans = 10 points 5+ ans à 6 ans = 15 points 6+ ans = 20 points	20		

#	Critère coté	Directives d'évaluation	Note maximale	Autoévaluation de l'entrepreneur	Réponse de l'entrepreneur (expliquer comment les points sont obtenus et inclure un renvoi vers la section pertinente du curriculum vitae)
	<p>utilisateurs finaux ne peuvent pas remplir leur mandat sans ce service).</p> <p>² Par disponibilité élevée, on entend une disponibilité de 99,5 % aux utilisateurs, avec un maximum de 3,6 heures combinées par mois d'interruptions prévues et imprévues.</p>				
C3	<p>La ressource proposée possède au moins quatre ans d'expérience de l'utilisation de CA-Wily Introscope dans les scénarios suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. profilage d'applications; 2. surveillance du seuil au moyen du poste de travail de ligne de commande; et 3. suivi des transactions. 	<p>10 points par fonction (10 x 3 = 30)</p>	30		
C4	<p>La ressource proposée possède au moins deux ans d'expérience du développement et de la maintenance des technologies des ordinateurs centraux suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. scripts JCL; 2. services système Unix; 3. SPUI pour DB2; et 4. analyse de l'image mémoire. 	<p>5 points par technologie d'ordinateur central (5 x 4 = 20)</p>	20		
C5	<p>La ressource proposée possède au moins deux ans d'expérience de la mise en œuvre d'une version d'application conformément aux phases suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • expérience combinée de chacun des éléments suivants : environnements de certification, de développement, de transition et de soutien à la production avec des bases de données distinctes; 	<p>5 points seront accordés pour chaque puce, pour un maximum de 10 points</p>	10		

#	Critère coté	Directives d'évaluation	Note maximale	Autoévaluation de l'entrepreneur	Réponse de l'entrepreneur (expliquer comment les points sont obtenus et inclure un renvoi vers la section pertinente du curriculum vitae)
	<ul style="list-style-type: none">environnements ayant des interfaces de partenaire externe distinctes et dédiées.				
	Nombre total de points		100		
	Note de passage		70		

ARCHITECTE DE LA TECHNOLOGIE (ALIGNEUR DE PLATEFORME) CRITÈRES COTÉS

#	Critère coté	Directives d'évaluation	Note maximale	Autoévaluation de l'entrepreneur	Réponse de l'entrepreneur (expliquer comment les points sont obtenus et inclure un renvoi vers la section pertinente du curriculum vitae)
C1	La ressource proposée possède au moins cinq ans d'expérience combinée dans l'ingénierie et le dépannage de l'intégration des opérations de systèmes transactionnels de secteurs d'activité interplateformes ¹ . ¹ Interplateformes est défini comme l'intégration requise entre deux parties d'une opération de système de secteur d'activité exécutées sur différents systèmes d'exploitation (certaines opérations de l'ASFC s'exécutent sous Windows, RedHat, Solaris et z/OS).	5 à 6 ans = 5 points 6+ ans à 7 ans = 10 points 7+ ans à 8 ans = 15 points 8+ ans = 20 points	20		Donner une description et indiquer où dans le curriculum vitae se trouve l'information pertinente.
C2	La ressource proposée possède au moins trois ans d'expérience combinée dans l'ingénierie et le dépannage d'applications et de	3 à 4 ans = 5 points 4+ ans à 5 ans = 10 points	20		

#	Critère coté	Directives d'évaluation	Note maximale	Autoévaluation de l'entrepreneur	Réponse de l'entrepreneur (expliquer comment les points sont obtenus et inclure un renvoi vers la section pertinente du curriculum vitae)
	<p>services JAVA essentiels¹ à disponibilité élevée² sur des ordinateurs centraux z/OS.</p> <p>¹ Essentiel est défini comme une fonction qui assure la prestation des compétences de base de l'organisation (c.-à-d. que les utilisateurs finaux ne peuvent pas remplir leur mandat sans ce service).</p> <p>² Par disponibilité élevée, on entend une disponibilité de 99,5 % aux utilisateurs, avec un maximum de 3,6 heures combinées par mois d'interruptions prévues et imprévues.</p>	<p>5+ ans à 6 ans = 15 points</p> <p>6+ ans = 20 points</p>			
C3	<p>La ressource proposée possède de l'expérience excédant le minimum requis d'au moins quatre ans, conformément au critère O5 ci-dessus : « préparation de stratégies de mise en œuvre pour les opérations de systèmes transactionnels de secteurs d'activité interplateformes¹. »</p> <p>¹ Interplateformes est défini comme l'intégration requise entre deux parties d'une opération de système de secteur d'activité exécutées sur différents systèmes d'exploitation (certaines opérations de l'ASFC s'exécutent sous Windows, RedHat, Solaris et z/OS).</p>	<p>4+ à 5 ans = 5 points</p> <p>5+ ans à 6 ans = 10 points</p> <p>6+ ans à 7 ans = 15 points</p> <p>7+ ans à 8 ans = 20 points</p> <p>8+ ans = 25 points</p>	25		
C4	<p>La ressource proposée possède au moins deux ans d'expérience de la mise en œuvre d'une version</p>	<p>5 points seront accordés pour chaque puce, pour un maximum de 10 points.</p>	10		

Solicitation No. - N° de l'invitation
47064-151237/A

Amd. No. - N° de la modif.
634el

Buyer ID - Id de l'acheteur
634el

Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000321237

File No. - N° du dossier
634el47064-151237

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

#	Critère coté	Directives d'évaluation	Note maximale	Autoévaluation de l'entrepreneur	Réponse de l'entrepreneur (expliquer comment les points sont obtenus et inclure un renvoi vers la section pertinente du curriculum vitae)
	d'application conformément aux phases suivantes : <ul style="list-style-type: none">• expérience combinée de chacun des éléments suivants : environnements de certification, de développement, de transition et de soutien à la production avec des bases de données distinctes;• environnements ayant des interfaces de partenaire externe distinctes et dédiées.				
	Nombre total de points		75		
	Note de passage		53		

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

APPENDICE D DE L'ANNEXE A

ATTESTATIONS À L'ÉTAPE DE L'AUTORISATION DE TÂCHE

Les attestations ci-après doivent être utilisées, le cas échéant. Si elles s'appliquent, elles doivent être signées et jointes à l'offre de prix de l'entrepreneur au moment de sa soumission au Canada.

1. ATTESTATION D'ÉTUDES ET D'EXPÉRIENCE

L'entrepreneur atteste par la présente que tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et autres documents soumis pour l'exécution des travaux, plus particulièrement l'information relative aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels ont été vérifiés par ses soins et qu'ils sont complets et exacts. De plus, l'entrepreneur garantit que chaque personne qu'il propose pour l'exigence est capable d'effectuer les travaux décrits dans l'autorisation de tâche.

Nom en caractères d'imprimerie et signature
de la personne autorisée

Date

2. ATTESTATION DE LA DISPONIBILITÉ DU PERSONNEL

L'entrepreneur atteste que, s'il est autorisé à fournir des services dans le cadre de cette AT, les personnes proposées dans la proposition pourront commencer les travaux dans un délai raisonnable suivant la date d'émission de l'AT approuvée, ou dans le délai précisé dans l'AT, et qu'elles demeureront disponibles pour réaliser les travaux requis.

Nom en caractères d'imprimerie et signature
de la personne autorisée

Date

3. ATTESTATION DU STATUT DU PERSONNEL

Si l'entrepreneur a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, il atteste qu'il a la permission de la personne d'offrir ses services pour l'exécution des travaux afférents à cette AT et de soumettre son curriculum vitae au Canada. En tout temps pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne concernée, de la permission donnée à l'entrepreneur ainsi que de sa disponibilité. Le non-respect de la demande peut être considéré comme un manquement au contrat en vertu des Conditions générales.

Nom en caractères d'imprimerie et signature
de la personne autorisée

Date

4. ATTESTATION LINGUISTIQUE - anglais

L'entrepreneur atteste que la ressource proposée en réponse à la présente ébauche d'autorisation de tâche est en anglais. La personne proposée doit communiquer verbalement et par écrit l'anglais sans aide et en faisant peu d'erreurs.

Nom en caractères d'imprimerie et signature
de la personne autorisée

Date

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Amd. No. - N° de la modif. 634eI47064-151237	Buyer ID - Id de l'acheteur 634eI
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237	File No. - N° du dossier 634eI47064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE B BASE DE PAIEMENT

PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT :

Période initiale du contrat (Date du contrat à)		
Catégorie de ressource	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
Architecte de technologie (développeur de systèmes)	Niveau 3	\$
Architecte de technologie (ingénieur de systèmes)	Niveau 3	\$
Architecte de technologie (aligneur de plateformes)	Niveau 3	\$

PÉRIODES D'OPTION :

Période d'option 1 (XX-XX-201X to XX-XX-201X)		
Catégorie de ressource	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
Architecte de technologie (développeur de systèmes)	Niveau 3	\$
Architecte de technologie (ingénieur de systèmes)	Niveau 3	\$
Architecte de technologie (aligneur de plateformes)	Niveau 3	\$

Période d'option 2 (XX-XX-201X to XX-XX-201X)		
Catégorie de ressource	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
Architecte de technologie (développeur de systèmes)	Niveau 3	\$
Architecte de technologie (ingénieur de systèmes)	Niveau 3	\$
Architecte de technologie (aligneur de plateformes)	Niveau 3	\$

Période d'option 3 (XX-XX-201X to XX-XX-201X)		
Catégorie de ressource	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
Architecte de technologie (développeur de systèmes)	Niveau 3	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237	File No. - N° du dossier 634el47064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Architecte de technologie (ingénieur de systèmes)	Niveau 3	\$
Architecte de technologie (aligneur de plateformes)	Niveau 3	\$

Période d'option 4 (XX-XX-201X to XX-XX-201X)		
Catégorie de ressource	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
Architecte de technologie (développeur de systèmes)	Niveau 3	\$
Architecte de technologie (ingénieur de systèmes)	Niveau 3	\$
Architecte de technologie (aligneur de plateformes)	Niveau 3	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

ANNEXE C

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Voir le document en pièce jointe

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Amd. No. - N° de la modif. 634el	Buyer ID - Id de l'acheteur 634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237	File No. - N° du dossier 634el47064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE D

CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

Le soumissionnaire doit inclure quatre curriculums vitae à jour, conformément au tableau suivant :

Catégorie, Niveau	Nombre de ressources proposées	Nombre de curriculums vitae fournis
Architecte de technologie (développeur de systèmes) Niveau 3	3	3
Architecte de technologie (ingénieur de systèmes) Niveau 3	1	1
Architecte de technologie (aligneur de plateformes) Niveau 3	1	1

EXIGENCES OBLIGATOIRES - Architecte de technologie (développeur de systèmes), Niveau 3

#	Exigence obligatoire	Conforme / non conforme	Réponse du soumissionnaire (indiquer à quel endroit le CV corrobore l'affirmation)
O1	<p>La ressource proposée doit posséder au moins dix ans d'expérience combinée dans la prestation de soutien de la mise en œuvre et du débogage aux utilisateurs de projets essentiels¹ à disponibilité élevée² au sein d'environnements de TI de grande envergure³.</p> <p>¹ Essentiel est défini comme une fonction qui assure la prestation des compétences de base de l'organisation (c.-à-d. que les utilisateurs finaux ne peuvent pas remplir leur mandat sans ce service).</p> <p>² Par disponibilité élevée, on entend une disponibilité de 99,5 % aux utilisateurs, avec un maximum de 3,6 heures combinées par mois d'interruptions prévues et imprévues.</p>		

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Amd. No. - N° de la modif. 634el	Buyer ID - Id de l'acheteur 634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237	File No. - N° du dossier 634el47064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

#	Exigence obligatoire	Conforme / non conforme	Réponse du soumissionnaire (indiquer à quel endroit le CV corrobore l’affirmation)
	³ On désigne par environnement de TI de grande envergure au moins 100 membres du personnel liés au projet et un projet d'une valeur de cinq millions de dollars ou plus.		
O2	La ressource proposée doit avoir au moins six (6) ans d'expérience, acquise au cours des huit années qui ont précédé la date de publication de la présente demande de soumissions du respect des pratiques de gestion des risques et du changement dans des environnements de TI complexes ¹ . ¹ On entend par environnement de TI complexe des cycles de lancement requérant des laboratoires qui dépendent de l'intégration de systèmes interplateformes, de la connexion avec des partenaires externes et de cycles de mise à jour de l'infrastructure continus.		
O3	La ressource proposée doit avoir au moins cinq (5) ans d'expérience, acquise au cours des huit années qui ont précédé la date de publication de la présente demande de soumissions de la prise en charge d'un environnement WebSphere sous z/OS, notamment dans les environnements d'exploration ou de certification, de développement, de transition et de soutien à la production, chacun comportant des serveurs d'applications, des bases de données et une connectivité aux systèmes partenaires qui lui sont propres.		
O4	La ressource proposée doit posséder au moins quatre ans d'expérience combinée dans le développement et la prise en charge de serveurs d'applications WebSphere sous les services système Unix (USS) dans un environnement z/OS.		
O5	La ressource proposée doit posséder au moins quatre ans d'expérience combinée de l'utilisation de CA-Wily Introscope pour profiler et prendre en charge les systèmes de production.		

Solicitation No. - N° de l'invitation
47064-151237/A

Amd. No. - N° de la modif.
634el

Buyer ID - Id de l'acheteur
634el

Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000321237

File No. - N° du dossier
634el47064-151237

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

EXIGENCES OBLIGATOIRES - Architecte de technologie (ingénieur de systèmes), Niveau 3

#	Exigence obligatoire	Conforme / non conforme	Réponse du soumissionnaire (indiquer à quel endroit le CV corrobore l'affirmation)
O1	<p>La ressource proposée doit posséder au moins dix ans d'expérience combinée dans la prestation de soutien de la mise en œuvre et du débogage aux utilisateurs de projets essentiels¹ à disponibilité élevée² au sein d'environnements de TI de grande envergure³.</p> <p>¹ Essentiel est défini comme une fonction qui assure la prestation des compétences de base de l'organisation (c.-à-d. que les utilisateurs finaux ne peuvent pas remplir leur mandat sans ce service).</p> <p>² Par disponibilité élevée, on entend une disponibilité de 99,5 % aux utilisateurs, avec un maximum de 3,6 heures combinées par mois d'interruptions prévues et imprévues.</p> <p>³ On désigne par environnement de TI de grande envergure au moins 100 membres du personnel liés au projet et un projet d'une valeur de cinq millions de dollars ou plus.</p>		
O2	<p>La ressource proposée doit avoir au moins six (6) ans d'expérience, acquise au cours des huit années qui ont précédé la date de publication de la présente demande de soumissions du respect des pratiques de gestion des risques et du changement dans des environnements de TI complexes¹.</p> <p>¹ On entend par environnement de TI complexe des cycles de lancement requérant des laboratoires qui dépendent de l'intégration de systèmes interplateformes, de la connexion avec des partenaires externes et de cycles de mise à jour de l'infrastructure continus.</p>		
O3	<p>La ressource proposée doit avoir au moins cinq (5) ans d'expérience, acquise au cours des huit années qui ont précédé la date de publication de la présente demande de soumissions de la prise en charge d'un environnement WebSphere sous z/OS, notamment dans les</p>		

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Amd. No. - N° de la modif. 634el	Buyer ID - Id de l'acheteur 634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237	File No. - N° du dossier 634el47064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

#	Exigence obligatoire	Conforme / non conforme	Réponse du soumissionnaire (indiquer à quel endroit le CV corrobore l'affirmation)
	environnements d'exploration ou de certification, de développement, de transition et de soutien à la production, chacun comportant des serveurs d'applications, des bases de données et une connectivité aux systèmes partenaires qui lui sont propres.		
O4	La ressource proposée doit posséder au moins quatre ans d'expérience dans l'ingénierie et le dépannage de serveurs d'applications WebSphere sous les services système Unix (USS) dans un environnement z/OS.		
O5	La ressource proposée doit posséder au moins quatre ans d'expérience dans l'ingénierie et le dépannage de l'intégration des opérations de systèmes transactionnels de secteurs d'activité interplateformes'. ¹ Interplateformes est défini comme l'intégration requise entre deux parties d'une opération de système de secteur d'activité exécutées sur différents systèmes d'exploitation (certaines opérations de l'ASFC s'exécutent sous Windows, RedHat, Solaris et z/OS).		

EXIGENCES OBLIGATOIRES - Architecte de technologie (aligneur de plateformes), Niveau 3

#	Exigence obligatoire	Conforme / non conforme	Réponse du soumissionnaire (indiquer à quel endroit le CV corrobore l'affirmation)
O1	La ressource proposée doit posséder au moins dix ans d'expérience combinée dans la prestation de soutien de la mise en œuvre et du débogage aux utilisateurs de projets essentiels ¹ à disponibilité élevée ² au sein d'environnements de TI de grande envergure ³ . ¹ Essentiel est défini comme une fonction qui assure la prestation des compétences de base de l'organisation (c.-à-d. que les utilisateurs finaux ne peuvent pas remplir leur mandat sans ce service).		

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Amd. No. - N° de la modif. 634el	Buyer ID - Id de l'acheteur 634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237	File No. - N° du dossier 634el47064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

#	Exigence obligatoire	Conforme / non conforme	Réponse du soumissionnaire (indiquer à quel endroit le CV corrobore l'affirmation)
	<p>² Par disponibilité élevée, on entend une disponibilité de 99,5 % aux utilisateurs, avec un maximum de 3,6 heures combinées par mois d'interruptions prévues et imprévues.</p> <p>³ On désigne par environnement de TI de grande envergure au moins 100 membres du personnel liés au projet et un projet d'une valeur de cinq millions de dollars ou plus.</p>		
O2	<p>La ressource proposée doit avoir au moins six (6) ans d'expérience, acquise au cours des huit années qui ont précédé la date de publication de la présente demande de soumissions du respect des pratiques de gestion des risques et du changement dans des environnements de TI complexes¹.</p> <p>¹ On entend par environnement de TI complexe des cycles de lancement requérant des laboratoires qui dépendent de l'intégration de systèmes interplateformes, de la connexion avec des partenaires externes et de cycles de mise à jour de l'infrastructure continus.</p>		
O3	<p>La ressource proposée doit avoir au moins cinq (5) ans d'expérience, acquise au cours des huit années qui ont précédé la date de publication de la présente demande de soumissions de la prise en charge d'un environnement WebSphere sous z/OS, notamment dans les environnements d'exploration ou de certification, de développement, de transition et de soutien à la production, chacun comportant des serveurs d'applications, des bases de données et une connectivité aux systèmes partenaires qui lui sont propres.</p>		
O4	<p>La ressource proposée doit posséder au moins quatre ans d'expérience dans la création de modèles de conception détaillés pour des « piles » technologiques associées aux serveurs d'applications WebSphere sous les services système Unix (USS) dans un environnement z/OS.</p>		
O5	<p>La ressource proposée doit posséder au moins quatre ans d'expérience de la préparation de stratégies de mise en</p>		

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Amd. No. - N° de la modif. 634el	Buyer ID - Id de l'acheteur 634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237	File No. - N° du dossier 634el47064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

#	Exigence obligatoire	Conforme / non conforme	Réponse du soumissionnaire (indiquer à quel endroit le CV corrobore l'affirmation)
	œuvre pour les opérations de systèmes transactionnels de secteurs d'activité interplateformes¹.		
	¹ Interplateformes est défini comme l'intégration requise entre deux parties d'une opération de système de secteur d'activité exécutées sur différents systèmes d'exploitation (certaines opérations de l'ASFC s'exécutent sous Windows, RedHat, Solaris et z/OS).		
O6	La ressource proposée doit posséder au moins quatre ans d'expérience de la conversion d'exigences non fonctionnelles en exigences fonctionnelles, puis de la coordination des produits livrables liés à l'infrastructure.		

EXIGENCES COTÉES – Architecte de technologie (développeur de systèmes), Niveau 3

#	Critère coté	Directives d'évaluation	Note maximale	Autoévaluation du soumissionnaire	Réponse du soumissionnaire (expliquer comment les points sont obtenus et inclure un renvoi vers la section pertinente du curriculum vitae)
C1	La ressource proposée possède de l'expérience excédant le minimum requis d'au moins quatre ans, conformément au critère O1 ci-dessus : « expérience combinée dans le développement et la prise en charge de serveurs d'applications WebSphere sous les services système Unix (USS) dans un environnement z/OS. »	4+ à 5 ans = 5 points 5+ ans à 6 ans = 10 points 6+ ans = 15 points	15		Donner une description et indiquer où dans le curriculum vitae se trouve l'information pertinente.
C2	La ressource proposée possède au moins trois ans d'expérience combinée dans le développement ou	3 à 4 ans = 5 points 4+ ans à 5 ans = 10 points	20		

#	Critère coté	Directives d'évaluation	Note maximale	Autoévaluation du soumissionnaire	Réponse du soumissionnaire (expliquer comment les points sont obtenus et inclure un renvoi vers la section pertinente du curriculum vitae)
	la maintenance (ou les deux) d'applications et de services JAVA essentiels ¹ à disponibilité élevée ² sur des ordinateurs centraux z/OS. ¹ Essentiel est défini comme une fonction qui assure la prestation des compétences de base de l'organisation (c.-à-d. que les utilisateurs finaux ne peuvent pas remplir leur mandat sans ce service). ² Par disponibilité élevée, on entend une disponibilité de 99,5 % aux utilisateurs, avec un maximum de 3,6 heures combinées par mois d'interruptions prévues et imprévues.	5+ ans à 6 ans = 15 points 6+ ans = 20 points			
C3	La ressource proposée possède au moins quatre ans d'expérience de l'utilisation de CA-Wily Introscope dans les scénarios suivants : 1. profilage d'applications; 2. surveillance du seuil au moyen du poste de travail de ligne de commande; et 3. suivi des transactions.	10 points par fonction (10 x 3 = 30)	30		
C4	La ressource proposée possède au moins deux ans d'expérience combinée du développement et de la maintenance des technologies des ordinateurs centraux suivantes : 1. scripts JCL; 2. services système Unix; 3. SPUFI pour DB2; et 4. analyse de l'image mémoire.	5 points par technologie d'ordinateur central (5 x 4 = 20)	20		
C5	La ressource proposée possède au moins deux ans d'expérience de la	5 points seront accordés pour chaque	10		

Solicitation No. - N° de l'invitation
47064-151237/A

Amd. No. - N° de la modif.
634el

Buyer ID - Id de l'acheteur
634el

Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000321237

File No. - N° du dossier
634el47064-151237

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

#	Critère coté	Directives d'évaluation	Note maximale	Autoévaluation du soumissionnaire	Réponse du soumissionnaire (expliquer comment les points sont obtenus et inclure un renvoi vers la section pertinente du curriculum vitae)
	mise en œuvre d'une version d'application conformément aux phases suivantes : <ul style="list-style-type: none">• expérience combinée de chacun des éléments suivants : environnements de certification, de développement, de transition et de soutien à la production avec des bases de données distinctes;• environnements ayant des interfaces de partenaire externe distinctes et dédiées.	puce, pour un maximum de 10 points			
	Nombre maximum de points techniques		95		
	Note de passage		67		

EXIGENCES COTÉES – Architecte de technologie (ingénieur de systèmes), Niveau 3

#	Critère coté	Directives d'évaluation	Note maximale	Autoévaluation du soumissionnaire	Réponse du soumissionnaire (expliquer comment les points sont obtenus et inclure un renvoi vers la section pertinente du curriculum vitae)
					Donner une description et indiquer où dans le curriculum vitae se trouve l'information pertinente.
C1	La ressource proposée possède de l'expérience excédant le minimum requis d'au moins quatre ans, conformément au critère O5 ci-dessus : « expérience combinée de l'ingénierie et du dépannage de l'intégration des opérations de systèmes transactionnels de secteurs d'activité interplateformes ¹ . »	4+ à 5 ans = 5 points 5+ ans à 6 ans = 10 points 6+ ans à 7 ans = 15 points 7+ ans = 20 points	20		

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A		Amd. No. - N° de la modif. 634el		Buyer ID - Id de l'acheteur 634el	
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237		File No. - N° du dossier 634el47064-151237		CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	

#	Critère coté	Directives d'évaluation	Note maximale	Autoévaluation du soumissionnaire	Réponse du soumissionnaire (expliquer comment les points sont obtenus et inclure un renvoi vers la section pertinente du curriculum vitae)
	¹ Interplateformes est défini comme l'intégration requise entre deux parties d'une opération de système de secteur d'activité exécutées sur différents systèmes d'exploitation (certaines opérations de l'ASFC s'exécutent sous Windows, RedHat, Solaris et z/OS).				
C2	La ressource proposée possède au moins trois ans d'expérience combinée dans l'ingénierie et le dépannage d'applications et de services JAVA essentiels ¹ à disponibilité élevée ² sur des ordinateurs centraux z/OS. ¹ Essentiel est défini comme une fonction qui assure la prestation des compétences de base de l'organisation (c.-à-d. que les utilisateurs finaux ne peuvent pas remplir leur mandat sans ce service). ² Par disponibilité élevée, on entend une disponibilité de 99,5 % aux utilisateurs, avec un maximum de 3,6 heures combinées par mois d'interruptions prévues et imprévues.	3 à 4 ans = 5 points 4+ ans à 5 ans = 10 points 5+ ans à 6 ans = 15 points 6+ ans = 20 points	20		
C3	1. La ressource proposée possède au moins quatre ans d'expérience de l'utilisation de CA-Wily Introscope dans les scénarios suivants : 1. profilage d'applications; 2. surveillance du seuil au moyen du poste de travail de ligne de commande; et	10 points par fonction (10 x 3 = 30)	30		

#	Critère coté	Directives d'évaluation	Note maximale	Autoévaluation du soumissionnaire	Réponse du soumissionnaire (expliquer comment les points sont obtenus et inclure un renvoi vers la section pertinente du curriculum vitae)
	3. suivi des transactions.				
C4	La ressource proposée possède au moins deux ans d'expérience du développement et de la maintenance des technologies des ordinateurs centraux suivantes : <ol style="list-style-type: none"> 1. scripts JCL; 2. services système Unix; 3. SPUFI pour DB2; et 4. analyse de l'image mémoire. 	5 points par technologie d'ordinateur central (5 x 4 = 20)			
C5	La ressource proposée possède au moins deux ans d'expérience de la mise en œuvre d'une version d'application conformément aux phases suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • expérience combinée de chacun des éléments suivants : environnements de certification, de développement, de transition et de soutien à la production avec des bases de données distinctes; • environnements ayant des interfaces de partenaire externe distinctes et dédiées. 	5 points seront accordés pour chaque puce, pour un maximum de 10 points.	10		
Nombre maximum de points techniques			100		
Note de passage			70		

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Amd. No. - N° de la modif. 634el	Buyer ID - Id de l'acheteur 634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237	File No. - N° du dossier 634el47064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

EXIGENCES COTÉES – Architecte de technologie (aligneur de plateformes), Niveau 3

#	Critère coté	Directives d'évaluation	Note maximale	Autoévaluation du soumissionnaire	Réponse du soumissionnaire (expliquer comment les points sont obtenus et inclure un renvoi vers la section pertinente du curriculum vitae)
C1	La ressource proposée possède au moins cinq ans d'expérience combinée dans l'ingénierie et le dépannage de l'intégration des opérations de systèmes transactionnels de secteurs d'activité interplateformes ¹ .	5 à 6 ans = 5 points 6+ ans à 7 ans = 10 points 7+ ans à 8 ans = 15 points 8+ ans = 20 points	20		Donner une description et indiquer où dans le curriculum vitae se trouve l'information pertinente.
C2	<p>La ressource proposée possède au moins trois ans d'expérience combinée dans l'ingénierie et le dépannage d'applications et de services JAVA essentiels¹ à disponibilité élevée² sur des ordinateurs centraux z/OS.</p> <p>¹ Essentiel est défini comme une fonction qui assure la prestation des compétences de base de l'organisation (c.-à-d. que les</p>	3 à 4 ans = 5 points 4+ ans à 5 ans = 10 points 5+ ans à 6 ans = 15 points 6+ ans = 20 points	20		

#	Critere coté	Directives d'évaluation	Note maximale	Autoévaluation du soumissionnaire	Réponse du soumissionnaire (expliquer comment les points sont obtenus et inclure un renvoi vers la section pertinente du curriculum vitae)
	<p>utilisateurs finaux ne peuvent pas remplir leur mandat sans ce service).</p> <p>² Par disponibilité élevée, on entend une disponibilité de 99,5 % aux utilisateurs, avec un maximum de 3,6 heures combinées par mois d'interruptions prévues et imprévues.</p>				
C3	<p>La ressource proposée possède de l'expérience excédant le minimum requis d'au moins quatre ans, conformément au critère O5 ci-dessus : « préparation de stratégies de mise en œuvre pour les opérations de systèmes transactionnels de secteurs d'activité interplateformes¹. »</p> <p>¹ Interplateformes est défini comme l'intégration requise entre deux parties d'une opération de système de secteur d'activité exécutées sur différents systèmes d'exploitation (certaines opérations de l'ASFC s'exécutent sous Windows, RedHat, Solaris et z/OS).</p>	<p>4+ à 5 ans = 5 points</p> <p>5+ ans à 6 ans = 10 points</p> <p>6+ ans à 7 ans = 15 points</p> <p>7+ ans à 8 ans = 20 points</p> <p>8+ ans = 25 points</p>	25		
C4	<p>La ressource proposée possède au moins deux ans d'expérience de la mise en œuvre d'une version d'application conformément aux phases suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> expérience combinée de chacun des éléments suivants : environnements de certification, de développement, de transition et de soutien à la production avec des bases de données distinctes; 	<p>5 points seront accordés pour chaque puce, pour un maximum de 10 points.</p>	10		

#	Critère coté	Directives d'évaluation	Note maximale	Autoévaluation du soumissionnaire	Réponse du soumissionnaire (expliquer comment les points sont obtenus et inclure un renvoi vers la section pertinente du curriculum vitae)
	<ul style="list-style-type: none">environnements ayant des interfaces de partenaire externe distinctes et dédiées.				
	Nombre maximum de points techniques		75		
	Note de passage		53		

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Amd. No. - N° de la modif. 634e147064-151237	Buyer ID - Id de l'acheteur 634e1
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237	File No. - N° du dossier 634e147064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE E

BARÈME DE PRIX

En ce qui a trait au « nombre estimatif de jours » indiqué ci-dessous en (C*), ce nombre sert uniquement aux fins d'évaluation pendant le processus d'invitation à soumissionner. Durant la période du contrat, le nombre de jours réel peut être supérieur ou inférieur au nombre estimatif, selon les indications du responsable technique.

PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT :

Période Initiale du Contrat (un an)				
	(B)	(C*)	(D)	(E)
Catégorie de ressource	Niveau de compétence	Nombre estimatif de jours	Taux quotidien ferme ou taux médian, selon le plus élevé	Coût total (CxD)
Architecte de technologie (développeur de systèmes)	Niveau 3	720	\$	\$
Architecte de technologie (ingénieur de systèmes)	Niveau 3	240	\$	\$
Architecte de technologie (aligneur de plateformes)	Niveau 3	240	\$	\$
Coût total pour la période initiale du contrat:				À déterminer \$

PÉRIODES D'OPTION :

Période d'option 1 (un an)				
	(B)	(C*)	(D)	(E)
Catégorie de ressource	Niveau de compétence	Nombre estimatif de jours	Taux quotidien ferme ou taux médian, selon le plus élevé	Coût total (CxD)
Architecte de technologie (développeur de systèmes)	Niveau 3	720	\$	\$
Architecte de technologie (ingénieur de systèmes)	Niveau 3	240	\$	\$
Architecte de technologie (aligneur de plateformes)	Niveau 3	240	\$	\$
Coût total pour la période d'option 1:				À déterminer \$

Période d'option 2 (un an)				
	(B)	(C*)	(D*)	(E)
Catégorie de ressource	Niveau de compétence	Nombre estimatif de jours	Taux quotidien ferme ou taux médian, selon le plus élevé	Coût total (CxD)

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
47064-151237/A		634el
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
1000321237	634el47064-151237	

Architecte de technologie (développeur de systèmes)	Niveau 3	720	\$	\$
Architecte de technologie (ingénieur de systèmes)	Niveau 3	240	\$	\$
Architecte de technologie (aligneur de plateformes)	Niveau 3	240	\$	\$
Coût total pour la période d'option 2:				À déterminer \$

Période d'option 3 (un an)				
	(B)	(C*)	(D*)	(E)
Catégorie de ressource	Niveau de compétence	Nombre estimatif de jours	Taux quotidien ferme ou taux médian, selon le plus élevé	Coût total (CxD)
Architecte de technologie (développeur de systèmes)	Niveau 3	720	\$	\$
Architecte de technologie (ingénieur de systèmes)	Niveau 3	240	\$	\$
Architecte de technologie (aligneur de plateformes)	Niveau 3	240	\$	\$
Coût total pour la période d'option 3				À déterminer \$

Période d'option 4 (un an)				
	(B)	(C*)	(D*)	(E)
Catégorie de ressource	Niveau de compétence	Nombre estimatif de jours	Taux quotidien ferme ou taux médian, selon le plus élevé	Coût total (CxD)
Architecte de technologie (développeur de systèmes)	Niveau 3	720	\$	\$
Architecte de technologie (ingénieur de systèmes)	Niveau 3	240	\$	\$
Architecte de technologie (aligneur de plateformes)	Niveau 3	240	\$	\$
Coût total pour la période d'option 4				À déterminer \$

Coût total de la soumission	
(Coût total pour la période initiale du contrat + période d'option 1 + période d'option 2 + période d'option 3 + période d'option 4)	À déterminer \$

Solicitation No. - N° de l'invitation
47064-151237/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
634el

Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000321237

File No. - N° du dossier
634el47064-151237

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE F FORMULAIRES DU SOUMISSIONNAIRE

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION	
Dénomination sociale du soumissionnaire <i>[Note aux soumissionnaires: Les soumissionnaires qui font partie d'un groupe de sociétés doivent prendre soin d'identifier la bonne société en tant que soumissionnaire.]</i>	
Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex., pour des précisions)	Nom
	Titre
	Adresse
	N° de téléphone
	N° de télécopieur
	Courriel
Numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) [voir les <i>Instructions et conditions uniformisées</i> de 2003. <i>[Note à l'intention soumissionnaires: S'il vous plaît assurez-vous que le NEA que vous fournissez correspond à la dénomination sociale sous laquelle vous avez soumis votre candidature. S'il ne correspond pas, le soumissionnaire sera déterminé sur la base du nom légal prévu, et non sur le NEA et le soumissionnaire sera tenu de soumettre le NEA qui correspond au nom légal du soumissionnaire.]</i>	
Compétence du contrat : Province du Canada choisie par le soumissionnaire et qui aura les compétences sur tout contrat subséquent (si différente de celle précisée dans la demande)	
Anciens fonctionnaires Pour obtenir une définition d'« ancien fonctionnaire », voir la clause intitulée « Attestation pour ancien fonctionnaire », dans la partie 2 de la demande de soumissions.	<p>Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension tel que le définit la demande de soumissions?</p> <p>Oui ____ Non ____</p> <p>Si oui, fournir l'information requise dans la clause de la partie 2, intitulée « Attestation pour ancien fonctionnaire ».</p>
	<p>Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions de la Directive sur le réaménagement des effectifs?</p> <p>Oui ____ Non ____</p> <p>Si oui, fournir l'information requise dans la clause de la partie 2, intitulée « Ancien Fonctionnaire ».</p>

Solicitation No. - N° de l'invitation 47064-151237/A	Amd. No. - N° de la modif. 634eI47064-151237	Buyer ID - Id de l'acheteur 634eI
Client Ref. No. - N° de réf. du client 1000321237	File No. - N° du dossier 634eI47064-151237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Attestation du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (le Programme) : Si le soumissionnaire n'y est pas assujéti, en indiquer la raison à droite. Si le soumissionnaire ne fait pas partie des exceptions énumérées à droite, les exigences du Programme s'appliquent et le soumissionnaire doit: (a) transmettre au ministère des EDSC le formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi, DUMENT SIGNÉ; ou (b) indiquer son numéro d'attestation valide confirmant qu'il se conforme au Programme. Les soumissionnaires doivent joindre à leur soumission l'attestation relative au Programme ou le formulaire LAB 1168 signé. Si cette information n'accompagne pas la soumission, elle doit être fournie sur demande de l'autorité contractante durant l'évaluation. Dans le cas d'une coentreprise, veuillez fournir ces renseignements pour chacun des membres de la coentreprise.		En apposant ma signature ci-après, j'atteste également, au nom du soumissionnaire, que ce dernier [cocher la case appropriée] : (a) n'est pas assujéti aux exigences du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (le Programme), puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel; (b) n'est pas assujéti au Programme, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la <i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i> ; (c) est assujéti aux exigences du Programme, puisqu'il compte un effectif de 100 employés permanents ou plus à temps plein ou à temps partiel au Canada, mais il n'a pas obtenu auparavant un numéro d'attestation du ministère d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) (n'ayant pas soumissionné des marchés de 200 000 \$ ou plus); dans ce cas, un certificat d'engagement dûment signé est joint à la présente); OU (d) est assujéti au Programme et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro: _____ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré «non admissible » par le ministère EDSC).	
Niveau d'attestation de sécurité du soumissionnaire <i>[indiquer le niveau et la date d'attribution]</i> {Note à l'intention soumissionnaires: S'il vous plaît assurez-vous que la cote de sécurité correspond au nom légal du soumissionnaire. S'il ne correspond pas, la cote de sécurité n'est pas valide pour le soumissionnaire.}			
En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de propositions (DP) en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la DP et que : 1. le soumissionnaire considère qu'il a les compétences et que ses ressources sont en mesure de satisfaire les exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions; 2. cette soumission est valide pour la période exigée dans la demande de soumissions; 3. toutes les informations fournies dans l'offre est complète, véridique et exacte; et 4. si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier se conformera à toutes les modalités énoncées dans les clauses concernant le contrat subséquent et comprises dans la demande deSoumissions.			
Signature du représentant autorisé du soumissionnaire			

ANNEXE G

PROGRAMME DES ENTREPRENEUR FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI - ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de défaut, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. Le défaut de répondre se conformer à toute demande ou exigence imposée par le Canada peut rendre la soumission irrecevable ou constituer un manquement au contrat.

Pour de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, consulter le site Web [du Programme du travail de EDSC](#).

Date : _____ (JJ/MM/AAAA) (si aucune date n'est indiquée, la date de clôture des soumissions sera utilisée.)

Répondre aux questions A et B.

A. Cocher une seule case :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada..
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public..
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est une organisation réglementée par le gouvernement fédéral assujettie à la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).
- A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné d'au moins 100 employés au Canada;
- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi en vigueur avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire atteste qu'il a soumis l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) au Programme du travail de Emploi et Développement social Canada. Comme il s'agit d'une condition préalable à l'attribution du contrat, remplissez le formulaire intitulé Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le aux responsables du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.

B. Cocher une seule case :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation » remplie pour chaque membre de la coentreprise. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées).

RECEIVED

AOUT 13 2014



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

1000321237

Security Classification / Classification de sécurité

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE	
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction
CBSA	ISTB
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Monitoring of Applications and Infrastructure	
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées? <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques? <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis	
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? <input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé. <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit? <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès	
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>
Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>	
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion	
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information	
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
	TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
	TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

Canada



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

Security Classification / Classification de sécurité

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|--|--|
| <input type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input checked="" type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET- SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

Canada



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

Security Classification / Classification de sécurité

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC						
											PROTECTED PROTÉGÉ						
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	
Information / Assets Renseignements / Biens Production																	
IT Media / Support TI																	
IT Link / Lien électronique																	

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

Security Classification / Classification de sécurité

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

John Valle

Title - Titre

Project Manager

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

952-7751

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

john.valle@cbsa-asfc.gc.ca

Date

August 12, 2014

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

AMMED SALAH

Title - Titre

SECURITY SPECIALIST

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

613-951-7704

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

ahmed.salah@csa-asfc.gc.ca

Date

2014-08-12

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?

Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Anna Kulycka

Contract Security Officer, Contract Security Division

Contract Security Officer, Contract Security Division

anna.kulycka@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Telephone No. - N° de téléphone

613-951-7751

Facsimile No. - N° de télécopieur

613-951-4171

E-mail address - Adresse courriel

Date

Sep 9, 2014